

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Loi du 26 juillet 1934, modifiant la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde du manioc et autres produits dans les colonies. (Arrêté de promulgation du 27 août 1934). 488

Décret du 29 juillet 1934, modifiant celui du 1^{er} octobre 1933 qui a autorisé le Togo à réaliser une troisième et dernière tranche sur l'emprunt prévu par la loi du 22 février 1931. (Arrêté de promulgation du 27 août 1934). 489

Décret du 5 août 1934, portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934. (Arrêté de promulgation du 11 septembre 1934). 489

Décret du 7 août 1934, portant extension aux colonies de celui du 25 juin 1934 sur le contrôle des subventions aux sociétés privées. (Arrêté de promulgation du 11 septembre 1934). 490

Décret du 10 août 1934, complétant celui du 27 décembre 1928 portant règlement de la police sanitaire maritime aux colonies. (Arrêté de promulgation du 11 septembre 1934). 490

Distinctions honorifiques 491

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 31 mai 1934, complétant celui du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et fixant le taux et l'assiette. 491

Arrêté du 31 mai 1934, autorisant une avance du budget local au budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1933. 492

Arrêté du 29 août 1934, abrogeant celui du 25 juillet 1934, mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire. 492

Arrêté du 30 août 1934, fixant les frais de contrôle pour les établissements dangereux, insalubres ou incommodes. 492

Arrêté du 30 août 1934, fixant les frais de perception de la taxe sur le tonnage importé et exporté. 492

Arrêté du 30 août 1934, portant lotissement d'une parcelle du domaine privé du territoire sise dans le périmètre urbain de Lomé (terrain dit « de l'internat »). 493

Arrêté du 30 août 1934, portant extension du lotissement d'Ahanoukopé sis dans le périmètre urbain de Lomé. 493

Arrêté du 30 août 1934, abrogeant celui du 12 août 1934, mettant, en observation sanitaire, les passagers en provenance de la Gold-Coast. 493

Arrêté du 30 août 1934, ouvrant à l'exploitation les haltes d'Awagomé, de Palakoko et de Tcharé-Baou. 494

Arrêté du 30 août 1934 , déferant à la juridiction de la cour des comptes les <i>comptes de gestion du receveur municipal de la commune mixte de Lomé</i> .	494
Arrêté du 30 août 1934 , fixant les <i>tarifs de transport</i> des marchandises de la gare de Lomé à la gare de Palimé.	494
Arrêté du 30 août 1934 , autorisant un <i>prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve</i> du Territoire.	495
Arrêté du 30 août 1934 , réglementant à nouveau le <i>régime des déplacements</i> des fonctionnaires appartenant aux <i>cadres locaux indigènes</i> ou assimilés en service au Territoire.	495
Arrêté du 30 août 1934 , portant admission en non-valenrs de <i>cotes irrécouvrables</i> afférentes à l'exercice 1934.	500
Arrêté du 30 août 1934 , approuvant et rendant exécutoires divers <i>rôles primitifs ou supplémentaires</i> , exercice 1934.	500
Arrêté du 30 août 1934 , autorisant un <i>prélèvement</i> sur le fonds de réserve du <i>budget annexe du chemin de fer et du wharf</i> .	501
Arrêté du 4 septembre 1934 , modifiant celui du 16 février 1934 portant approbation d'une délibération de la commission municipale de la <i>commune mixte de Lomé (allocations aux chefs)</i> .	502
Modificatif à l'arrêté du 8 juillet 1932 , relatif au classement des <i>logements administratifs</i> .	502
Actes divers concernant le personnel	502
Commissions	506
Enseignement	506
Inspection des affaires administratives	506
Monnaies	506
Chef du secrétariat général	506
Société	506
Domaines	506
Avis aux navigateurs	507
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'août 1934	508
Avis d'adjudication des services du chemin de fer et du wharf	509

PARTIE NON OFFICIELLE

Banque de l'Afrique Occidentale	525
Foire du Havre	525
Annonces	525

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Sauvegarde de la production du manioc
et de divers produits

ARRETE N° 463 promulguant au Togo la loi du 26 juillet 1934, tendant à modifier les paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde de la production du manioc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 26 juillet 1934, tendant à modifier les paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde de la production du manioc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France la loi du 26 juillet 1934, tendant à modifier les paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde de la production du manioc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

Lomé, le 27 août 1934.

BOURGINE.

LOI tendant à modifier les paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde de la production du manioc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde de la production du manioc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Sagou, salep, arrow-root, farine et fécule de manioc, de tavolo et d'autres végétaux exotiques similaires non traités sur plaques métalliques (n° 78 bis du tarif des douanes), 60 centimes par kilogramme.

« Tapioca (n° 319 bis du tarif des douanes), 70 centimes par kilogramme ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

Gaston DOUMERQUE.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Lucien LAMOUREUX.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le ministre des affaires étrangères,

Louis BARTHOU.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

Le ministre de l'agriculture,

Henri QUEUILLE.

Réalisation de la troisième tranche de l'emprunt

ARRETE N° 464 promulguant au Togo le décret du 29 juillet 1934, modifiant le décret du 1^{er} octobre 1933 autorisant le territoire du Togo à réaliser une troisième et dernière tranche sur l'emprunt prévu par la loi du 22 février 1931.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

— COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 juillet 1934, modifiant le décret du 1^{er} octobre 1933 autorisant le territoire du Togo à réaliser une troisième et dernière tranche sur l'emprunt prévu par la loi du 22 février 1931;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 juillet 1934, modifiant le décret du 1^{er} octobre 1933 autorisant le territoire du Togo à réaliser une troisième et dernière tranche sur l'emprunt prévu par la loi du 22 février 1931.

Lomé, le 27 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine et de Madagascar, les commissariats de la République française

au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 3 milliards 900 millions de francs, dont 73 millions de francs pour le Togo;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1933 autorisant le commissariat de la République française au Togo à réaliser sur l'emprunt précité une troisième et dernière tranche, de 7 millions 200.000 francs;

Vu l'avis conforme de la commission interministérielle chargée de déterminer les conditions de réalisation de cet emprunt;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les conditions fixées par le décret du 1^{er} octobre 1933 pour la réalisation par le territoire du Togo, d'une troisième et dernière tranche d'emprunt de 7.200.000 francs, sont modifiées ainsi qu'il suit :

Prix d'émission des obligations, 1.000 francs.

Durée de l'amortissement vingt ans.

Taux effectif maximum, 6%.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

Budgets 1934

ARRETE N° 501 promulguant au Togo le décret du 5 août 1934, portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 août 1934, portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 août 1934, portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 septembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés le budget local et le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1934, arrêtés en recettes et en dépenses aux chiffres suivants :

1^o — Budget local, 42.351.000 francs.

2^o — Budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, 7.661.000 francs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mercy-le-Haut, le 5 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Subventions aux sociétés privées

ARRETE N° 502 promulguant au Togo le décret du 7 août 1934, portant extension aux colonies du décret du 25 juin 1934 sur le contrôle des subventions aux sociétés privées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 7 août 1934, portant extension aux colonies du décret du 25 juin 1934 sur le contrôle des subventions aux sociétés privées;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 août 1934, portant extension aux colonies du décret du 25 juin 1934 sur le contrôle des subventions aux sociétés privées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 septembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 avril 1934 étendant aux colonies les décrets du 4 avril 1934 pris en application de l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 sur les mesures d'économies budgétaires;

Vu le décret du 25 juin 1934 sur le contrôle des subventions accordées aux sociétés privées;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute association, société ou collectivité qui reçoit une subvention inscrite aux budgets généraux, locaux ou annexes des gouvernements généraux ou gouvernements des colonies, protectorats ou pays sous mandat relevant du ministre des colonies est tenue de communiquer ses budgets et comptes annuels aux autorités administratives qui ordonnent la subvention.

Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mercy-le-Haut, le 7 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Police sanitaire maritime

ARRETE N° 503 promulguant au Togo le décret du 10 août 1934, complétant le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de la police sanitaire maritime aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat rattachés au ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 août 1934, complétant le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de la police sanitaire maritime aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat rattachés au ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 août 1934 complétant le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de la police sanitaire maritime aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat rattachés au ministère des colonies.

Lomé, le 11 septembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire maritime aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, rattachés au ministère des colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 du décret du 27 décembre 1928 est complété par un deuxième paragraphe ainsi conçu :

« Toutefois, les gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et Commissaires de la République dans les Territoires à mandat rattachés au ministère des colonies, peuvent conclure avec les gouvernements étrangers voisins des accords particuliers tendant à la suppression du visa consulaire sous condition de réciprocité et toutes les fois qu'il apparaîtra que la santé publique ne sera exposée à aucun danger du fait de l'application de cette mesure. Les accords ainsi conclus seront communiqués au ministre des colonies pour approbation et seront notifiés par ses soins à l'office international d'hygiène publique ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mercy-le-Haut, le 10 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Légion d'honneur

Par décret en date du 12 août 1934, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés :

Au grade de chevalier

M.M.

MOQUAY (Marie-Armand-Albert), capitaine de port, maître de wharf à Lomé; 41 ans 10 mois 17 jours de services et de pratique professionnelle, dont 2 ans 11 mois 10 jours de majoration pour services civils hors d'Europe et 5 ans de majoration pour mobilisation.

Mérite agricole

Par décret en date du 28 juillet 1934, rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture, et par arrêté en date du même jour, la décoration du mérite agricole a été conféré aux personnes ci-après désignées :

2^e — Au titre de l'Algérie, Tunisie, colonies, pays de protectorat.

Grade de chevalier

M.M.

138 MANCION (Jean), ingénieur-adjoint du cadre général de l'agriculture à Tové — Togo (A. O. F.).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Impôt personnel

ARRETE N° 283 complétant l'arrêté n° 656 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 656 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 656 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette est complété ainsi qu'il suit :

« Article 5. —

« Le contribuable ayant en France son domicile ou sa résidence habituelle et justifiant y être imposé sur l'ensemble de ses revenus, ne sera pas assujéti dans la colonie au paiement de la taxe additionnelle, du fait d'y posséder une ou plusieurs résidences secondaires ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 32 du 6 août 1934.

Avance du budget local au budget sur fonds d'emprunt

ARRETE N° 297 bis autorisant une avance de 4.696.348,62 du budget local au budget spécial sur fonds d'emprunt — exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation des budgets du Togo, pour l'exercice 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée une avance de : 4.696.348,62 du budget local au budget spécial sur fonds d'emprunt, effectuée à la clôture de l'exercice 1933, pour permettre d'équilibrer les recettes et les dépenses du titre 1^{er} du budget d'emprunt, en attendant la réalisation de la 3^e tranche autorisée par le décret du 1^{er} octobre 1933.

ART. 2. — Le montant de cette avance sera porté en recette au budget de l'emprunt, exercice 1933, au titre I, chapitre I, article 1, paragraphe 2, pour 3.200.000 et au chapitre II, article I, paragraphe I, pour la somme de 1.496.348,62.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Mesures sanitaires

ARRETE N° 466 abrogeant l'arrêté n° 393 en date du 25 juillet 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 393 en date du 25 juillet 1934 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune en Côte d'Ivoire n'ayant été signalé depuis le 6 août, l'arrêté n° 393 susvisé est abrogé à la date du 27 août 1934.

ART. 2. — Le chef du service de santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 29 août 1934.

BOURGINE.

Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes

ARRETE N° 468 fixant les frais de contrôle pour établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo, et notamment l'article 20;

Vu l'arrêté n° 346 du 23 juin 1928 portant classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié par l'arrêté n° 417 du 20 juillet 1931;

Vu l'arrêté n° 348 du 23 juin 1928 déterminant les conditions d'application du décret du 14 décembre 1927 susvisé, modifié par l'arrêté du 11 septembre 1929;

Vu l'arrêté n° 383 bis du 7 juillet 1928 créant un service d'inspection des établissements dangereux;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les frais de contrôle pour établissements dangereux, insalubres ou incommodes, prévus par l'article 20 du décret susvisé du 14 décembre 1927, sont ainsi fixés :

Etablissements de 1^{re} classe 500 francs par an.

Etablissements de 2^e classe 250 francs par an.

Etablissements de 3^e classe 120 francs par an.

ART. 2. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Taxe sur le tonnage importé et exporté

ARRETE N° 469 fixant les frais de perception de la taxe sur le tonnage importé et exporté.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire maritime aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, rattachés au ministère des colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 du décret du 27 décembre 1928 est complété par un deuxième paragraphe ainsi conçu :

« Toutefois, les gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et Commissaires de la République dans les Territoires à mandat rattachés au ministère des colonies, peuvent conclure avec les gouvernements étrangers voisins des accords particuliers tendant à la suppression du visa consulaire sous condition de réciprocité et toutes les fois qu'il apparaîtra que la santé publique ne sera exposée à aucun danger du fait de l'application de cette mesure. Les accords ainsi conclus seront communiqués au ministre des colonies pour approbation et seront notifiés par ses soins à l'office international d'hygiène publique ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mercy-le-Haut, le 10 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Légion d'honneur

Par décret en date du 12 août 1934, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés :

Au grade de chevalier

M.M.

MOQUAY (Marie-Armand-Albert), capitaine de port, maître de wharf à Lomé; 41 ans 10 mois 17 jours de services et de pratique professionnelle, dont 2 ans 11 mois 10 jours de majoration pour services civils hors d'Europe et 5 ans de majoration pour mobilisation.

Mérite agricole

Par décret en date du 28 juillet 1934, rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture, et par arrêté en date du même jour, la décoration du mérite agricole a été conféré aux personnes ci-après désignées :

2° — *Au titre de l'Algérie, Tunisie, colonies, pays de protectorat.*

Grade de chevalier

M.M.

138 MANCION (Jean), ingénieur-adjoint du cadre général de l'agriculture à Tové — Togo (A. O. F.).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Impôt personnel

ARRETE N° 283 complétant l'arrêté n° 656 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

*Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 656 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 656 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette est complété ainsi qu'il suit :

« Article 5. —

« Le contribuable ayant en France son domicile ou sa résidence habituelle et justifiant y être imposé sur l'ensemble de ses revenus, ne sera pas assujéti dans la colonie au paiement de la taxe additionnelle, du fait d'y posséder une ou plusieurs résidences secondaires ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 32 du 6 août 1934.

Avance du budget local au budget sur fonds d'emprunt

ARRETE No 297 bis autorisant une avance de 4.696.348,62 du budget local au budget spécial sur fonds d'emprunt — exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation des budgets du Togo, pour l'exercice 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée une avance de : 4.696.348,62 du budget local au budget spécial sur fonds d'emprunt, effectuée à la clôture de l'exercice 1933, pour permettre d'équilibrer les recettes et les dépenses du titre 1^{er} du budget d'emprunt, en attendant la réalisation de la 3^e tranche autorisée par le décret du 1^{er} octobre 1933.

ART. 2. — Le montant de cette avance sera porté en recette au budget de l'emprunt, exercice 1933, au titre I, chapitre I, article 1, paragraphe 2, pour 3.200.000 et au chapitre II, article I, paragraphe I, pour la somme de 1.496.348,62.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Mesures sanitaires

ARRETE No 466 abrogeant l'arrêté no 393 en date du 25 juillet 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté no 393 en date du 25 juillet 1934 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune en Côte d'Ivoire n'ayant été signalé depuis le 6 août, l'arrêté no 393 susvisé est abrogé à la date du 27 août 1934.

ART. 2. — Le chef du service de santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Aného sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 29 août 1934.

BOURGINE.

Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes

ARRETE No 468 fixant les frais de contrôle pour établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo, et notamment l'article 20;

Vu l'arrêté no 346 du 23 juin 1928 portant classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié par l'arrêté no 417 du 20 juillet 1931;

Vu l'arrêté no 348 du 23 juin 1928 déterminant les conditions d'application du décret du 14 décembre 1927 susvisé, modifié par l'arrêté du 11 septembre 1929;

Vu l'arrêté no 383 bis du 7 juillet 1928 créant un service d'inspection des établissements dangereux;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les frais de contrôle pour établissements dangereux, insalubres ou incommodes, prévus par l'article 20 du décret susvisé du 14 décembre 1927, sont ainsi fixés :

Etablissements de 1^{re} classe 500 francs par an.

Etablissements de 2^e classe 250 francs par an.

Etablissements de 3^e classe 120 francs par an.

ART. 2. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Taxe sur le tonnage importé et exporté

ARRETE No 469 fixant les frais de perception de la taxe sur le tonnage importé et exporté.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1913 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 27 septembre 1922 approuvant l'arrêté du 20 juin 1922 du Commissaire de la République au Togo établissant au profit de la chambre de commerce de Lomé une taxe sur le chiffre d'affaires;

Vu les décrets des 27 avril 1924, 27 juillet 1926, 30 novembre 1926 et 20 octobre 1928 approuvant divers arrêtés du Commissaire de la République au Togo, modifiant l'arrêté précité du 20 juin 1922;

Vu l'article 5 de l'arrêté du 20 juin 1922 établissant au profit de la chambre de commerce, une taxe sur le chiffre d'affaires;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo, ensemble l'arrêté du 12 janvier 1928 le complétant;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les frais de perception de la taxe sur le tonnage importé et exporté, perçue au profit de la chambre de commerce, sont fixés à 5% (cinq pour cent) de la dite taxe.

ART. 2. — Le présent arrêté qui portera effet à compter du 1^{er} septembre 1934 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Lotissements

ARRETE N° 470 portant lotissement d'une parcelle du domaine privé du Territoire sise dans le périmètre urbain de Lomé (terrain dit de l'internat).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 susvisé;

Vu l'arrêté du 17 septembre 1930 réglementant les lotissements dans les centres urbains de Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 24 mai 1934 fixant à nouveau le périmètre urbain de Lomé;

Après avis du commandant de cercle, administrateur-maire de Lomé, et du receveur des domaines;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le lotissement des anciennes parcelles 298/99 et 297/100 sises dans le périmètre urbain de Lomé (terrain dit de l'internat

immatriculé avec plus grande étendue au livre foncier sous le n° 511), tel qu'il figure sur le plan annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 471 portant extension du lotissement d'Ahanoukopé sis dans le périmètre urbain de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des textes domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 susvisé;

Vu l'arrêté du 24 février 1928 portant lotissement d'une parcelle du domaine privé du territoire (quartier d'Ahanoukopé);

Vu l'arrêté du 17 septembre 1930 réglementant les lotissements dans les centres urbains de Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 24 mai 1934 fixant à nouveau le périmètre urbain de la ville de Lomé;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission municipale de Lomé en date du 8 novembre 1933;

Vu le rapport de l'administrateur-maire de Lomé en date du 19 avril 1934;

Après avis du receveur des domaines;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le plan d'aménagement et d'extension du lotissement d'Ahanoukopé sis dans le périmètre urbain de Lomé, tel qu'il est annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Mesures sanitaires

ARRETE N° 472 abrogeant l'arrêté n° 439 du 12 août 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 439 en date du 12 août 1934 mettant en observation sanitaire les passagers en provenance de la Gold-Coast;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold-Coast depuis le 8 août 1934, l'arrêté n° 439 susvisé est abrogé à la date du 30 août 1934.

ART 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et de Klouto, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Ouverture de halles sur la ligne du chemin de fer du centre

ARRETE N° 473 ouvrant à l'exploitation les haltes d'Awagomé, de Palakoko et de Tcharé-Baou.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le règlement général d'exploitation du chemin de fer du Togo du 12 juillet 1928 approuvé par les dépêches ministérielles n°s 3069 et 3514 des 27 juillet et 28 octobre 1931;

Vu les tarifs des chemins de fer du Togo rendus applicables par arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 et homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 et tous actes subséquents;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer en date du 4 août 1934;

Sur la proposition du chef des services du chemin de fer;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les haltes d'Awagomé, de Palakoko et de Tcharé-Baou situées respectivement aux kilomètres 180, 209 et 240,500 de la ligne du centre sont ouvertes à l'exploitation à compter du 1^{er} septembre 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Commune mixte de Lomé

ARRETE N° 475 déferant à la juridiction de la cour des comptes les comptes de gestion du receveur municipal de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale de Lomé en date du 14 mai 1934;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1934 portant règlement du premier compte administratif de la commune mixte de Lomé (exercice 1933) dont le montant des recettes ordinaires dépasse 250.000 francs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies; ensemble tous textes modificatifs ultérieurs et notamment le décret du 22 juin 1927;

Attendu que par arrêt en date du 11 août 1882, la cour des comptes a jugé que les communes de création récente appartiennent à la juridiction qui résulte du revenu ordinaire de leur premier compte;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les comptes de gestion du receveur municipal de la commune mixte de Lomé, y compris le compte du budget de l'exercice 1933, sont déferés à la cour des comptes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 477 fixant les tarifs de transport des marchandises de la gare de Lomé à la gare de Palimé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises;

Vu la décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu l'arrêté n° 476 du 27 septembre 1932 portant modification provisoire à l'arrêté n° 590 du 20 octobre 1931 relatif au tarif spécial pour le transport du cacao;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer en date du 10 août 1934;

Sur la proposition du chef du service des chemins de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les marchandises de toutes catégories expédiées de la gare de Lomé à la gare de Palimé seront taxées aux tarifs généraux de grande et de petite vitesse quels que soient les expéditeurs.

« Par exception aux dispositions ci-dessus les expéditions de sel et de ciment faites par des patentés « importateurs — exportateurs » bénéficieront du tarif spécial suivant :

10 francs la tonne pour les expéditions par wagon complet.

20 francs la tonne pour les expéditions au détail ».

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment l'arrêté n° 476 en date du 27 septembre 1932.

ART. 3. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} septembre 1934.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Caisse de réserve

ARRETE N° 479 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 262 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le prélèvement ordinaire de six millions neuf cent quatre-vingt quinze mille, cinq cent quarante quatre francs, soixante cinq centimes (6.995.544,65) effectué sur la caisse de réserve du Territoire à la clôture d'exercice pour faire face à l'insuffisance définitive des recettes du budget local, exercice 1933.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Déplacements des fonctionnaires des cadres locaux indigènes et assimilés

ARRETE N° 480 réglementant à nouveau le régime des ~~déplacements~~ ^{déplacements} des fonctionnaires appartenant aux cadres locaux indigènes ou assimilés en service au Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de route et de séjour et la concession des passages aux officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 septembre 1920 supprimant la formalité de l'approbation préalable de certains arrêtés;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1929 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel indigène en service dans le Territoire et tous actes subséquents, notamment les arrêtés du 3 avril 1930 (en ce qui a trait au personnel indigène) et du 31 mai 1934;

Vu l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice;

Vu l'arrêté n° 66 du 31 janvier 1934 portant également sur la solde et les allocations accessoires des agents des forces de police servant dans la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

Vu l'arrêté n° 239 du 1^{er} mai 1934 réglant à nouveau le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

TITRE PREMIER Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — *Nature des déplacements*

Les déplacements sont de deux sortes :

- 1° — les déplacements temporaires;
- 2° — les déplacements définitifs.

ART. 2. — *Définition des déplacements*

Le déplacement temporaire est celui au terme duquel le fonctionnaire doit revenir au poste ou à la résidence où il était en service avant sa mise en route.

Le déplacement définitif est celui qui a pour objet un changement de poste ou de résidence, soit dans le Territoire, soit hors du Territoire, sans espoir de retour au poste primitif.

ART. 3. — *Dépenses occasionnées par les déplacements*

Les dépenses résultant des déplacements sont les suivantes :

- 1° — les frais de transport proprement dits, comprenant :

a) le transport du fonctionnaire et des membres de sa famille désignés ci-après.

La femme et, jusqu'à l'âge de 15 ans, les enfants déclarés suivant les prescriptions de l'arrêté du 31 juillet 1933;

b) le transport des bagages.

2° — les frais accessoires de voyage (nourriture, logement et dépenses diverses de route).

ART. 4. — *Transport du personnel*

L'administration pourvoit au transport en nature du personnel, de sa famille, de ses bagages et de son mobilier dans la limite des poids indiqués au tableau II, annexé au présent arrêté et suivant les cas prévus par l'article 10.

TITRE II

Droits aux frais de déplacements — Définition des indemnités

ART. 5. — *Droit aux frais de déplacement*

A droit aux frais de déplacement tout fonctionnaire, employé ou agent :

1° — déplacé par ordre pour le service;

2° — se rendant à une première destination active;

3° — passant d'une destination active à une autre (sauf le cas de permutation ou changement demandé);

4° — se rendant en congé ou en revenant lorsque la décision accordant le congé mentionne le droit à ces frais, conformément aux dispositions des arrêtés qui réglementent l'octroi de congés;

5° — admis à la retraite ou licencié du service.

Les déplacements pour raison de santé sont considérés comme déplacement de service lorsqu'ils ont été régulièrement autorisés par le Commissaire de la République sur avis de l'autorité médicale.

Tout fonctionnaire, employé ou agent retenu par ordre au port de débarquement en attendant sa décision et affecté ultérieurement dans ce port à titre provisoire ou définitif sera considéré comme étant en déplacement définitif jusqu'à la veille incluse du jour où cette affectation lui sera notifiée.

ART. 6. — *Droits au transport pour la famille*

En cas de changement définitif de résidence donnant droit aux frais de déplacement les fonctionnaires, employés et agents ont droit au transport des membres de leur famille énumérés à l'article 3 ci-dessus, dans les conditions prévues pour eux-mêmes, et après autorisation du Commissaire de la République à se faire accompagner de leur famille.

Le Commissaire de la République peut autoriser le transport gratuit d'un membre de la famille malade jusqu'à la formation sanitaire la plus proche sur demande du chef de famille intéressé, transmise par le commandant de cercle.

ART. 7. — *Définition des diverses indemnités*

Les frais de déplacement comportent les indemnités suivantes :

a) l'indemnité de transport (à défaut de transport en nature).

b) l'indemnité de transport de bagages et de mobilier (à défaut de transport en nature).

c) l'indemnité journalière.

a) *Indemnité de transport*

Le transport est assuré par voie de réquisition délivrée par les autorités compétentes.

L'indemnité de transport n'est exceptionnellement allouée que si les moyens de transport ne peuvent être fournis en nature.

En cas de location de moyens de transport, le prix de location est remboursé à l'intéressé sur état certifié et appuyé de pièces justificatives.

b) *Indemnité de transport de bagages et de mobilier*

Elle a pour but de rembourser les dépenses occasionnées par le transport des bagages et du mobilier lorsque ce transport n'a pu être fourni en nature.

Le remboursement des frais est effectué à l'intéressé sur présentation de justifications, dans la limite des poids afférents à sa catégorie.

c) *Indemnité journalière*

Elle est destinée, conjointement avec le traitement, à subvenir aux dépenses autres que celles du transport proprement dit du fonctionnaire, de ses bagages et de son mobilier pendant la durée du déplacement et pendant la durée totale ou partielle des séjours.

TITRE III

Règle d'allocation des indemnités

ART. 8. — *Allocations*

Les indemnités de déplacement sont attribuées d'après la catégorie du fonctionnaire (tableau III, et les indications du tableau I annexé au présent arrêté.

1

Les déplacements définitifs donnant droit aux allocations suivantes :

1° — Transport en nature pour le fonctionnaire, employé ou agent et, le cas échéant, pour les membres de sa famille ou remboursement du prix réel dont il a fait l'avance; (suivant sa catégorie);

2° — Transport en nature des bagages et du mobilier ou remboursement du prix réel dont il a fait l'avance; (suivant sa catégorie);

3° — Indemnité journalière fixée au tableau I, colonne I. Cette indemnité n'est pas due le jour de l'embarquement, elle est majorée de 50% si le fonctionnaire est accompagné de sa femme et de 25% par enfant régulièrement déclaré, âgé de moins de 15 ans.

II

Les déplacements temporaires donnent droit :

1° — au transport en nature pour l'intéressé seul, à l'exclusion des membres de sa famille;

2° — à l'indemnité journalière du tableau I, colonne 2, dans le cas où l'intéressé se déplace à l'extérieur du cercle où il est affecté. Cette indemnité est réduite de moitié si le séjour se prolonge au delà de 30 jours dans une même localité, au cours d'un même déplacement et supprimée au delà du 60^e.

3° — Eventuellement au transport en nature du poids des bagages dans les conditions fixées au tableau II, annexé au présent arrêté, ou au remboursement du prix payé dans la limite du poids afférent à sa catégorie.

Eventuellement, et lorsque mention de l'autorisation sera faite sur l'ordre de service ordonnant le déplacement au transport d'une bicyclette.

III

L'indemnité journalière de déplacement définitif et de déplacement temporaire est diminuée du tiers lorsque le logement seul est fourni, de la moitié lorsque la nourriture seule est fournie et des 3/4 lorsque le logement et la nourriture sont fournis à la fois.

Toutefois, le déplacement définitif ou temporaire ne donne droit à aucune indemnité lorsqu'il a lieu par voie fluviale ou maritime et que le passager reçoit à bord la nourriture préparée et la jouissance d'une couchette ou d'un hamac. En cas contraire, l'indemnité est réduite, selon le cas, dans les proportions prévues au paragraphe ci-dessus.

Tout déplacement, définitif ou temporaire, d'une durée inférieure à une journée donne droit à une demi indemnité.

Tout déplacement temporaire inférieur à une demi-journée (12 heures) ne donne droit à aucune indemnité.

ART. 9. — *Transport des bagages et du mobilier*

Dans les déplacements définitifs, les fonctionnaires employés et agents ont droit, ainsi que leur famille au transport gratuit de leurs bagages et de leur mobilier dans la limite des quantités fixées au tableau II ci-annexé.

Au cas où dans certaines régions, les moyens de transport viendraient à faire momentanément défaut, le personnel devrait laisser en dépôt dans les magasins administratifs les quantités de bagages qui ne pourraient être immédiatement transportés.

Les bagages seraient, dès que possible, dirigés sur leur destination aux frais de l'administration.

Dans les déplacements temporaires, les fonctionnaires, employés et agents ont seuls droit au transport gratuit de la quantité prévue au même tableau, colonne 3.

ART. 10. — *Cumul*

L'indemnité de déplacement définitif est exclusive de toute indemnité tenant lieu d'indemnité de cherté exceptionnelle de vie.

L'indemnité de déplacement temporaire se cumule avec l'allocation tenant lieu d'indemnité de cherté exceptionnelle de vie de la localité classée où le fonctionnaire, employé ou agent est appelé à résider temporairement.

Toutefois lorsque le fonctionnaire est marié et que sa famille habite avec lui dans la colonie, l'allocation tenant lieu d'indemnité de cherté exceptionnelle de vie à lui allouer, en cas de déplacement temporaire, est celle de la localité où réside effectivement sa famille, si cette indemnité est supérieure à celle de sa résidence temporaire.

ART. 11. — *Séjour dans les hôpitaux et formations sanitaires au cours du déplacement*

Lorsqu'au cours d'un déplacement définitif ou temporaire, un fonctionnaire se trouve dans l'obligation de se faire hospitaliser dans une formation sanitaire, il perd tout droit aux indemnités de déplacement pendant la durée de l'hospitalisation.

Néanmoins en cas de déplacement définitif, les membres de la famille, à condition de n'être pas eux-mêmes hospitalisés, continuent à percevoir le montant de l'indemnité qui leur était servie au moment de l'entrée à l'hôpital du chef de famille.

TITRE IV

Application des règles d'allocation

ART. 12. — *Feuilles de déplacement — Autorités qui les délivrent*

Les feuilles de déplacement sont délivrées sur présentation des ordres de service prescrivant le déplacement.

Les autorités chargées de la délivrance des feuilles de déplacement sont les suivantes :

A Lomé : Le chef du bureau des finances pour le personnel du service local et de la santé publique.

Le chef de la comptabilité finances pour le personnel du chemin de fer.

Dans les cercles et subdivisions : Les commandants de cercle ou en cas d'absence ou d'empêchement son suppléant légal, et le chef de subdivision.

Toute feuille de déplacement doit être détachée d'un registre à souches du modèle réglementaire, coté et paraphé par le Commissaire de la République ou ses délégués.

Les souches des registres épuisés sont conservées pendant cinq ans par les autorités qui les ont utilisées.

ART. 13. — *Mention sur la feuille de déplacement des paiements effectués*

Tout paiement d'acompte d'indemnité de déplacement doit être mentionné sur la feuille de déplacement de l'intéressé.

Le décompte final est établi par le fonctionnaire qui effectue le dernier paiement.

ART. 14. — *Visas — Mentions diverses*

La feuille de déplacement est visée par les soins des

autorités compétentes, à l'arrivée et au départ, dans les différents centres où le titulaire doit passer.

Les titulaires des feuilles de déplacement doivent s'assurer que toutes les indications réglementaires (heure de départ et d'arrivée, indication des centres où l'agent doit s'arrêter, etc...) nécessaires à la constatation des droits, au décompte des indemnités, au remboursement des différents frais y ont été apposées par chaque fonctionnaire compétent. A défaut ils ne pourront être admis à réclamer, en cas de contestation au moment du règlement définitif de leur situation.

ART. 15. — Erreur dans les allocations reconnues en cours de route

Le fonctionnaire chargé, soit au chef-lieu, soit dans un poste, de la liquidation des frais de route et qui s'aperçoit qu'une allocation a été indûment perçue, doit en refuser la continuation et mentionner son refus sur la feuille de déplacement. En outre, il fait directement connaître à l'autorité compétente du chef-lieu (finances) et à l'autorité compétente du lieu où se rend la partie prenante, la somme qui a été indûment payée pour que reprise en soit opérée.

ART. 16. — Perte de la feuille de déplacement

Tout fonctionnaire qui perd sa feuille de déplacement en fait la déclaration à l'un des fonctionnaires désignés à l'article 12 qui lui en délivre une nouvelle sur laquelle il mentionne les allocations perçues depuis le départ, d'après les déclarations signées par le titulaire et sous la responsabilité de ce dernier.

ART. 17. — Les délais de route sont mentionnés sur la feuille de déplacement et déterminés par la distance à parcourir, le service à effectuer et les moyens de transport mis à la disposition du fonctionnaire.

ART. 18. — Déplacement qui se prolonge au-delà du délai normal

Le fonctionnaire, employé ou agent qui, par sa faute, n'arrive pas dans les délais assignés par le titre en vertu duquel il se déplace, n'a droit à aucune indemnité à partir du jour où il aurait dû normalement terminer son voyage.

ART. 19. — Epoque du paiement des indemnités

Le transport étant, en principe, assuré en nature, il n'est pas effectué de paiement au départ en ce qui concerne les indemnités.

Toutefois, pour les déplacements d'une certaine durée ou d'une nature spéciale (traversée d'un territoire étranger, etc...) il pourra être payé des avances dans la limite des sommes auxquelles le déplacement peut donner droit. Ces avances devront être autorisées par le Commissaire de la République et comporter toujours un nombre exact d'indemnités. — Elles sont régularisées à l'arrivée sur production d'un compte d'emploi approuvé par le Commissaire de la République. Quand exceptionnellement le transport des bagages et du mobilier n'est pas assuré en nature, le remboursement des frais de transport n'est jamais payé

qu'à l'arrivée à destination et sur présentation des justifications du transport, des quantités transportées et des sommes payées.

ART. 20. — Délai dans lequel doivent être réclamés les frais de déplacement

Les indemnités qui n'ont pas été perçues au point de départ ou en route doivent être réclamées dans le délai de deux mois après l'arrivée à destination ou après l'expiration de la mission. Passé ce délai, les allocations réclamées ne peuvent être payées qu'avec l'autorisation du Commissaire de la République.

TITRE V

Dispositions finales

ART. 21. — Personnel auquel le présent arrêté est applicable :

1^o — au personnel des cadres locaux du Togo et assimilés;

2^o — au personnel des cadres empruntés aux colonies voisines et non assimilés aux cadres européens. Les agents des cadres communs secondaires et spéciaux du gouvernement général de l'A. O. F. seront classés d'après la liste annexé à l'arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du 2 juin 1934, en première ou en deuxième catégorie;

3^o — aux gardes de cercles et miliciens.

ART. 22. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions locales, visées ou non, antérieures au présent arrêté.

ART. 23. — Dispositions transitoires

Les déplacements en cours d'exécution au moment de la mise en vigueur du présent arrêté seront réglés suivant les dispositions antérieures.

ART. 24. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 20 septembre 1934, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

TABEAU 1.
Tarif des indemnités de déplacement

CATÉGORIES	INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENT	
	DÉFINITIF	TEMPORAIRE
1 ^o	10 francs	6,00 francs
2 ^o	8 —	5,00 —
3 ^o	7 —	3,50 —
4 ^o	5 —	2,50 —
5 ^o	3 —	1,50 —

TABEAU II.
Poids des bagages

CATÉGORIES	DÉPLACEMENTS DÉFINITIFS		DÉPLACEMENTS TEMPORAIRES		Droits aux hamacaires pour le transport du personnel. Déplacements définitifs seulement.
	pour le fonctionnaire	pour la famille	inférieurs à 15 jours	supérieurs à 15 jours	
1 ^{re}	150	75	50	75	4
2 ^e	100	50	25	50	4
3 ^e	75	25	25	50	4
4 ^e	50	25	25	25	4
5 ^e	50	25	25	25	4

Le droit au porteur pour les bagages est limité à un porteur par 25 kgs. quelle que soit la nature du déplacement.

TABEAU III
Classement du personnel

Tableau A

CADRES SUPÉRIEURS

Sauf travaux publics et chemin de fer

- 1^{re} catégorie solde 15.500 et au-dessus
- 2^e catégorie solde 12.500 à 15.499
- 3^e catégorie solde 10.000 à 12.499
- 4^e catégorie solde au dessous de 10.000

Tableau B

CADRES SUBALTERNES

Sauf travaux publics et chemin de fer

- 4^e catégorie solde 6.000 frs. et au dessus
- 5^e catégorie solde au dessous de 6.000

Tableau C

CADRE SUPÉRIEUR DES TRAVAUX PUBLICS

- 2^e catégorie solde 15.500 et au-dessus
- 3^e catégorie solde 12.500 à 15.499
- 4^e catégorie solde 10.000 à 12.499
- 5^e catégorie solde au dessous de 10.000

Tableau D

CADRE SUBALTERNE DES TRAVAUX PUBLICS

- 4^e catégorie solde 5.900 et au-dessus
- 5^e catégorie solde au-dessous de 5.900

Tableau E

CADRE SUPÉRIEUR DES CHÉMINS DE FER

I — Chefs de station

- 1^{re} catégorie solde 15.500 et au-dessus
- 2^e catégorie solde 12.500 à 15.499
- 3^e catégorie solde 10.000 à 12.499
- 4^e catégorie solde au dessous de 10.000

II — Autres agents des cadres supérieurs du chemin de fer

- 2^e catégorie solde 15.500 et au-dessus
- 3^e catégorie solde 12.500 à 15.499
- 4^e catégorie solde 10.000 à 12.499
- 5^e catégorie solde au dessous de 10.000

Tableau F

CADRES SUBALTERNES DES CHEMINS DE FER

- 4^e catégorie solde 5.900 et au-dessus
- 5^e catégorie solde au dessous de 5.900

Tableau G

FORCES DE POLICE

- 3^e catégorie adjudants-chefs — adjudants
- 4^e catégorie sergents-chefs — sergents
- 5^e catégorie caporaux-chefs, caporaux, gardes de cercle et miliciens.

EXTRAIT du journal officiel de l'A. O. F. page 498 du 23 juin 1934.

Liste des cadres communs secondaires de l'Afrique occidentale française et des cadres spéciaux du gouvernement général classés aux catégories de l'article 9 annexée à l'arrêté du 2 juin 1934 du gouverneur général de l'A. O. F.

CADRES COMMUNS SECONDAIRES ET SPÉCIAUX	1 ^{re} CATÉGORIE	2 ^e CATÉGORIE
Cadre commun secondaire des médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires, infirmières visiteuses.	Médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires et infirmières visiteuses principaux.	Médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires et infirmières visiteuses auxiliaires.
Cadre commun secondaire des vétérinaires auxiliaires.	Vétérinaires auxiliaires principaux.	Vétérinaires auxiliaires.
Cadre commun secondaire de l'enseignement primaire.	Instituteurs principaux.	Instituteurs, instituteurs-adjoints, instituteurs stagiaires.
Cadre commun secondaire de comptables des Trésoreries.	Comptable principal hors classe.	Comptable principal, comptable.
Cadre spécial des commis expéditionnaires du gouvernement général.	Commis expéditionnaires principaux.	Commis expéditionnaires-adjoints, commis expéditionnaires auxiliaires.
Cadre spécial des ouvriers d'imprimerie du gouvernement général.	Ouvriers principaux.	Ouvriers-adjoints, ouvriers auxiliaires stagiaires.
Cadre spécial des commis des P. T. T.	Commis principaux des P.T.T.	Commis-adjoints, commis auxiliaires stagiaires.
Cadre spécial des secrétaires des greffes et parquets.	Secrétaires des greffes et parquets principaux.	Secrétaires-adjoints, secrétaires auxiliaires stagiaires.

Côtes irrécouvrables

Par arrêté du :

30 août 1934. — Pris en conseil d'administration. —

Sont admis en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes, exercice 1934, ci-après désignées :

IMPÔT PERSONNEL

Indigènes ayant moins de 10.000 francs de revenus

Klouto	Catégorie supérieure	210 frs.
	Catégorie ordinaire	3.120 frs.
	Rachat des prestations (indigènes)	
	Klouto	1.908 frs.

TAXE D'A. M. L.

Klouto	Catégorie supérieure	105 frs.
	Catégorie ordinaire	1.872 frs.

PATENTES

Anécho	540 frs.
Klouto	675 frs.

LICENCES

Anécho	2.400 frs.
------------------	------------

Rôles primitifs et supplémentaires

Par arrêté du :

30 août 1934. — Pris en conseil d'administration. — Sont approuvés et rendu exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	MONTANT
233	Lomé (Tsévié)	Impôt personnel et taxe additionnelle	—	—	872,00
234	Sokodé	Impôt personnel indigène (revenus inférieurs à 10.000 francs)	—	—	210,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	MONTANT
235	Sokodé (L. K.)	Impôt personnel indigène (revenus inférieurs à 10.000 francs). . .	—	—	2.296,00
236	Sokodé	Impôt personnel indigène (revenus inférieurs à 10.000 francs). . .	—	—	51,00
237	Lomé (Tsévié)	Population flottante	—	—	640,00
238	Sokodé	Population flottante	—	—	40,00
239	Sokodé (Bassari)	Population flottante	—	—	640,00
240	Lomé (Tsévié)	Rachat des prestations (européens). .	—	—	120,00
241	Sokodé	Rachat des prestations (indigènes). .	—	—	18,00
242	Sokodé (L. K.)	Rachat des prestations (indigènes). .	—	—	1.968,00
243	Sokodé	Rachat des prestations (indigènes). .	—	—	36,00
244	Anécho	Impôt foncier.	—	—	522,10
245	Anécho	Impôt foncier.	—	—	2.536,00
246	Klouto	Impôt foncier.	—	—	1.515,90
247	Klouto	Impôt foncier.	—	—	2.969,65
248	Lomé (Tsévié)	Taxe d'hygiène	—	—	140,00
249	Sokodé	Taxe d'A. M. I.	—	—	105,00
250	Sokodé (L. K.)	Taxe d'A. M. I.	—	—	1.640,00
251	Sokodé	Taxe d'A. M. I.	—	—	30,00
252	Klouto	Patentes	1.252,50	438,37	1.690,87
253	Sokodé	Patentes	960,00	336,00	1.296 00
254	Sokodé (L. K.)	Patentes	6.285,00	2.199,75	8.484,75
255	Sokodé (Bassari)	Patentes	1.330,00	465,50	1.795,50
256	Lomé (Tsévié)	Patentes	1.475,00	516,25	1 991,25
257	Lomé	Patentes	2.970,00	1.039,50	4.009,50
258	Klouto	Licences	150,00	75,00	225,00
259	Sokodé (L. K.)	Licences	225,00	112,50	337,50
260	Lomé (Tsévié)	Véhicules	315,00	94,50	409,50
261	Lomé	Véhicules	1.360,00	408,00	1.768,00
262	Anécho	Véhicules	3.000,00	900,00	3.900,00
263	Atakpamé	Véhicules	13.740,00	4.122,00	17.862,00
264	Klouto	Véhicules	480,00	144,00	624,00
265	Sokodé	Véhicules	180,00	54,00	234,00
266	Sokodé (L. K.)	Véhicules	925,00	277,50	1.202,50
267	Sokodé (Bassari)	Véhicules	80,00	24,00	104,00

La date de mise en recouvrement des rôles est fixée au 10 septembre 1934.

Budget annexe du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 487 autorisant un prélèvement sur le fonds de réserve du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 262 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de réserve spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de trois cent mille frs. (300.000 frs.) du fonds de réserve du budget annexe du chemin de fer et du wharf pour permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre VIII de l'exercice 1934 pour des travaux urgents.

ART. 2. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Commune mixte de Lomé
Allocations aux chefs

ARRETE N° 493 modifiant l'arrêté n° 110 du 16 février 1934 portant approbation d'une délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 9 novembre 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 110 du 16 février 1934 sont complétées comme suit :

L'allocation mensuelle susceptible d'être allouée aux chefs méritants peut aller jusqu'à cent francs.

Elle sera supprimée aux chefs qui s'en montreront indignes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 septembre 1934.

BOURGINE.

Classement des logements administratifs

MODIFICATIF à l'annexe à l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O. T. page 409 du 1^{er} septembre 1932).

ARTICLE PREMIER.

au lieu de :

2^e catégorie

« Bungalow n° 12 » 2 pièces

lire :

3^e catégorie

« Bungalow n° 12 A. 1 pièce

« Bungalow n° 12 B. 1 pièce

ART. 2. — Le présent modificatif aura son effet pour compter de la date de sa signature.

Lomé, le 28 août 1934.

Le Commissaire de la République,
BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC.
CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Promotions

Par arrêté du directeur général des douanes en date du 24 juillet 1934, M. BARBARROUX, vérificateur hors classe du C.M. des douanes en service au Togo, a été élevé sur place au grade de vérificateur principal de 3^e classe à compter du 1^{er} août 1934.

M. TOQUÉ, contrôleur de 3^e classe du C.M. des douanes, en service au Togo, a été élevé sur place à la 2^e classe à compter du 1^{er} mai 1934.

Affectations

Par arrêté du ministre des colonies du 31 juillet 1934, M. COSTARRAMONE, ingénieur en chef de 2^e classe du cadre général des travaux publics des colonies, affecté au service des travaux publics du Togo, est désigné pour continuer ses services à Madagascar.

M. LESCANNE, ingénieur principal de 2^e classe du même cadre, affecté au service des travaux publics de l'Afrique occidentale française, est désigné pour continuer ses services au Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Titularisation

Par arrêté du :

4 septembre 1934. — M. GINET Henri Auguste, inspecteur stagiaire de police, est titularisé dans son emploi en qualité d'inspecteur-adjoint de 3^e classe à compter du 1^{er} septembre 1934, date d'expiration de son année de stage réglementaire.

Affectations

Par décision du :

27 août 1934. — M. CORROT Raymond, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, est nommé provisoirement commandant de cercle de Sansanné-Mango en remplacement de M. JARDILLIÈRE, administrateur de 3^e classe des colonies, en instance de départ en congé.

M. MONNIER Edouard, adjoint principal de 2^e classe des services civils du Togo, arrivé à Lomé par s/s *Banfara* du 23 août 1934, est mis à la disposition du commandant de cercle de Mango, pour y remplir

les fonctions d'agent spécial, comptable-matières et surveillant-chef de la prison du cercle de Mango, en remplacement de M. ROTH René, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo appelé à d'autres fonctions.

Il exercera cumulativement les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré du cercle.

MAILLET Jean, adjoint de 1^{re} classe des services civils demeurera à la disposition du commandant de cercle de Mango.

M. ROTH René, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo est mis à la disposition du commandant de cercle d'Atakpamé en remplacement de M. MAUGIS, qui a sollicité un congé administratif.

Ces fonctionnaires auront droit selon leurs fonctions aux indemnités prévues par les arrêtés du 20 décembre 1929, 20 mai 1933 et 8 août 1934.

Par arrêté du :

5 septembre 1934. — M. MAHOUX Paul Louis, administrateur en chef des colonies, de retour de congé, attendu à Lomé par le s/s *Touareg* du 6 septembre 1934, est nommé inspecteur des affaires administratives.

Congés

Par décisions des :

27 août 1934. — Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir à Saint Emilion (Gironde), est accordé à M. JARDILLIER Henri, administrateur de 3^e classe des colonies.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 6 ans en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 28 août 1934.

29 août 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Reims (Marne) est accordé à M. PIERRON René, ingénieur-adjoint de 2^e classe de l'agriculture qui compte 24 mois et 8 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 25 septembre 1934.

1^{er} septembre 1934. — Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir à 78 rue Vanoise à Gray (Hte-Saône) est accordé à M. BURCKHART Albert, agent comptable principal après 66 mois des chemins de fer de l'A.O.F.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 3 septembre 1934.

3 septembre 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 25, boulevard Raimbaldi à Nice (Alpes-Maritimes), est accordé à M. BARMA Victor, adjoint de 2^e classe des services civils du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 25 septembre 1934.

ERRATUM du 29 août 1934 à la décision du 10 août 1934, accordant congé à M. MASSON Georges, chef surveillant principal des travaux publics de l'A.O.F. admis à la retraite.

Au lieu de :

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie lui est en outre délivrée ainsi qu'à sa femme sur s/s *Canada* attendu à Lomé vers le 16 septembre 1934.

Lire :

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivrée ainsi qu'à sa femme sur s/s *Touareg* attendu à Lomé vers le 16 septembre 1934.

Le reste sans changement.

Indemnités

Par décision du :

27 août 1934. — Est abrogée à compter du 1^{er} septembre 1934 la décision du 1^{er} mai 1934 autorisant M. TERRAC Jean, adjoint des services civils, en service au cercle de Klouto, à se servir de sa voiture personnelle pour les besoins du service.

PERSONNEL INDIGÈNE

Licenciements par suite de compressions d'effectifs

Par arrêté du :

3 septembre 1934. — Sont licenciés de leur emploi par suite de compression des effectifs et pour compter du 15 septembre 1934, les agents indigènes indiqués ci-dessous :

1^{er} — Enseignement

AGBEZOUNDO FIOHOU, moniteur de 6^e classe, avec une indemnité de trois cent soixante quinze francs (375 fr.) égale à un mois de solde brute.

2^o — P. T. T.

a) Commis :

AMAYIZO KOUÉVI, commis de 6^e classe, avec une indemnité de cinq cent quatre vingt trois francs trente trois centimes (583 fr. 33) égale à un mois de solde brute.

BOCCOVI Jean, surnuméraire stagiaire 2^e échelon, avec une indemnité de trois cent soixante six francs soixante six centimes (366 fr. 66) égale à un mois de solde brute.

b) Facteur :

DOGBE Daniel, facteur auxiliaire de 2^e classe, avec une indemnité de trois cent soixante quinze francs (375 fr.) égale à un mois de solde brute.

c) Surveillant :

YAONI Dominique, surveillant de 5^e classe, avec une indemnité de mille trois cents francs (1.300 fr.) égale à trois mois de solde brute.

Engagements d'auxiliaires

Par décisions des :

3 septembre 1934. — Le nommé **MENSAH Joseph**, dont le contrat est arrivé à expiration le 24 août 1934, est engagé en qualité de commis d'administration auxiliaire à solde mensuelle de mille quatre cent seize francs soixante six centimes (1.416 fr. 66) exclusive de toutes autres indemnités et sans autre engagement de la part de l'administration.

M. **MENSAH Joseph** sera soumis pour les déplacements et l'hospitalisation à la réglementation applicable aux agents des cadres locaux indigènes du Togo.

6 septembre 1934. — Est engagé en qualité d'infirmier-vétérinaire auxiliaire, et sans autre engagement de la part du Territoire, au salaire mensuel de deux cent quatre vingts francs (280 frs.), exclusif de toute indemnité de quelque nature que ce soit, le nommé **Bocconi Jean**, qui est mis à la disposition de l'inspecteur vétérinaire.

Démission

Par arrêté du :

29 août 1934. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} septembre 1934, la démission de son emploi, offerte par le garde d'hygiène de 3^e classe **Francis I. HOPE**, en service à Lomé.

Affectations

Par décisions des :

6 septembre 1934. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe **CHRYSOSTOME Louise**, en service à Lama-Kara, est affectée à la formation sanitaire de Lomé.

La sage-femme auxiliaire de 2^e classe **Félicienne QUAM-DESSOU**, née Lima, en service à Atakpamé, est affectée à Lama-Kara en remplacement de la sage-femme auxiliaire **CHRYSOSTOME**.

L'infirmier de 4^e classe **Sylvestre QUAM-DESSOU**, en service à Atakpamé, est affecté au secteur de prophylaxie de la trypanosomiasse, en remplacement de l'infirmier **ALMEIDA Jean**.

L'infirmier de 4^e classe **ALMEIDA Jean**, en service au secteur de prophylaxie de la trypanosomiasse, est affecté à Atakpamé en remplacement de l'infirmier **Sylvestre QUAM-DESSOU**.

Le surveillant auxiliaire de 3^e classe des P. T. T. **KOUNAKE Eugène** en service à Lomé (atelier), est affecté au bureau de Sokodé en remplacement numérique du surveillant de 5^e classe **YAovi Dominique**, licencié par compression des effectifs.

Congés et permissions

Par décisions des :

25 août 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1934 inclus, au commis d'administration de 8^e classe **Tossoukpe A. Albert**, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 27 août au 25 septembre 1934 inclus, à l'opérateur de 8^e classe des travaux publics, **ALMEIDA Alexandre**, en service à Lomé, pour en jouir à Lomé.

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1934 inclus, à l'ouvrier de 1^{re} classe **Obohou**, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 6 septembre au 5 octobre 1934 inclus, à l'ouvrier de 8^e classe **Paulin Sodji**, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 17 septembre au 16 octobre 1934 inclus, au maître-ouvrier ajusteur de 4^e classe **Botnas Joseph**, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir à Anécho.

27 août 1934. — Un congé pour maladie de trente (30) jours, du 31 juillet au 29 août 1934 inclus, est accordé à l'instituteur-adjoint du cadre commun secondaire de l'A. O. F. **Romuald Johnson**, de l'école régionale d'Atakpamé, pour en jouir à Lomé.

29 août 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 6 septembre au 5 octobre 1934 inclus, au commis d'administration de 3^e classe contractuel **Ajavon Joseph**, en service au chemin de fer pour jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1934 inclus, au mécanicien de 3^e classe **Roloph** du chemin de fer pour en jouir au Territoire.

30 août 1934. — Une prolongation de 15 jours de congé pour maladie, du 30 août au 13 septembre 1934 inclus, est accordée à l'instituteur-adjoint du cadre commun secondaire de l'A. O. F. **Romuald Johnson**, de l'école régionale d'Atakpamé, pour en jouir à Lomé.

31 août 1934. — Une permission d'absence de 15 jours, avec traitement, du 1^{er} au 15 septembre 1934 inclus, est accordée au commis d'administration de 8^e classe **Zamba B. François**, en service au secrétariat général (bureau des finances), pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

4 septembre 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 17 septembre au 16 octobre 1934 inclus, au planton de 8^e classe **Padonou Célestin**, en service à la T. S. F., pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey);

30 jours, du 10 septembre au 9 octobre 1934 inclus, à l'ouvrier de 7^e classe **Mensah Michel**, en service au magasin général, pour en jouir au Territoire.

7 septembre 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 14 septembre au 13 octobre 1934 inclus, est accordé à l'interprète de 5^e classe **Joseph Aduayi**, en service au cercle de Klouto, pour en jouir à Anécho.

Sanctions disciplinaires

Par décision du :

30 août 1934. — La punition de 2 jours de suspension de solde infligée au commis d'administration de 5^e classe FOLY Ambroise par décision n° 161 du 16 août 1934 est portée à 8 jours.

Par arrêtés des :

1^{er} septembre 1934. — Le brigadier-chef d'hygiène de 1^{re} classe VIOTAY Frantz, est rétrogradé à la 2^e classe de son grade.

4 septembre 1934. — Le receveur de 8^e classe des chemins de fer du Togo QUEVISON Antoine, est révoqué de son emploi, pour mauvaise manière de servir et indiscipline.

Par décision du :

8 septembre 1934. — Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée au mécanicien-conducteur journalier TITUS EDOU, en service à la subdivision sanitaire d'Atakpamé pour n'être pas présent à son poste lorsque les nécessités du service l'appellent.

Indemnités

Par décision du :

29 août 1934. — Une indemnité de licenciement de la somme de cent soixante-quinze (175 francs), une fois payée égale à un mois de solde est accordée l'ex-facteur auxiliaire du chemin de fer AMOUZOU Albert, licencié pour suppression d'emploi.

FORCES DE POLICE**1^{re} — Compagnie de milice :****Rengagement**

Par arrêté du :

1^{er} septembre 1934. — Est rengagé pour 1 an à compter du 14 septembre 1934, le tirailleur de 1^{re} classe DABLA, Mle M/267 B. T. de la P. C. Lomé.

Nominations

Sont nommés tirailleurs de 1^{re} classe à compter du 1^{er} septembre 1934, les tirailleurs dont les noms suivent :

BOUKARI IV, tirailleur 2^e classe Mle M/291 A. D. de la P. C. Lomé.

ALAH, stagiaire catégorie B. Mle M/304 B. T. de la P. C. Lomé.

Mutations

Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} septembre 1934, les tirailleurs dont les noms suivent :

BOUKARI IV, tirailleur de 1^{re} classe, Mle M/291 A. D. de la P. C. Lomé.

ALAH, tirailleur de 1^{re} classe, Mle M/304 B. T. de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} septembre 1934. — DADJO, caporal. Mle 357, du peloton de dépôt.

24 septembre 1934. — KONDIA, garde 2^e classe, Mle 533, du peloton d'Atakpamé.

BADRANGAMA, garde 2^e classe, Mle 537, du peloton de Mango.

Congé

Rectificatif à l'arrêté n° 449 du 20 août 1934 :

« ARTICLE 5 — *Permissions — Congé* ».

Au lieu de :

c) — Un congé de 30 jours avec solde de présence et gratuité de transport (aller et retour), est accordé au brigadier-chef de 2^e classe TOMBOGA, Mle 961, du peloton de dépôt (accompagné de sa femme et 3 enfants) pour en jouir à Losso-Baga (Sokodé).

Lire :

c) — Un congé de 2 mois à demi-solde et gratuité de transport (aller et retour), est accordé au brigadier-chef de 2^e classe TOMBOGA, Mle 961, du peloton de dépôt (accompagné de sa femme et 3 enfants) pour en jouir à Losso-Baga (Sokodé).

Le reste sans changement.

Licenciements

Sont licenciés pour fin de contrat à compter du :

1^{er} septembre 1934. — TIAMA II, garde 2^e classe, Mle 844, du peloton de dépôt.

24 septembre 1934. — KESSEM, garde 1^{re} classe, Mle 529, du peloton de Lomé.

OUAGA DIAMA, garde 1^{re} classe, Mle 920, du détachement de police Lomé.

Mutations

a) — Sont admis dans la garde indigène comme gardes de 2^e classe pour compter du 1^{er} septembre 1934, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, les ex-tirailleurs dont les noms suivent :

BOUKARI IV, garde 2^e classe Mle 1000, ex-1^{re} classe de la P. C. Lomé (affecté le dit jour au peloton de dépôt Lomé).

ALAH, garde 2^e classe Mle 1001, ex-1^{re} classe de la P. C. Lomé (affecté le dit jour au peloton de dépôt Lomé).

b) — Sont affectés à compter du 1^{er} septembre 1934 :

au peloton de Klouto :

IMMABOLA, garde 1^{re} classe, Mle 258, du peloton d'Atakpamé.

au peloton de Sokodé :

SALIFOU AGORIGO, garde 2^e classe, Mle 746, du peloton d'Atakpamé.

au peloton de Mango :

KAKO, garde de 2^e classe, Mle 375, du peloton d'Atakpamé.

c) — Les gardes de 1^{re} classe BOUKARY III, Mle 652 — Louis ABOU, Mle 134 et ABINATA, Mle 354, respectivement affectés aux pelotons de Klouto, de Sokodé et de Mango par arrêté du 15 août 1934, sont maintenus au peloton d'Atakpamé.

ERRATUM à l'arrêté du 15 août 1934.**Licenciements***Au lieu de :*

a) — Le garde de 1^{re} classe BRAHIMA, Mle 783, du peloton de Lomé est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} août 1934 :

Lire :

a) — Le garde de 2^e classe BRAHIMA, Mle 783, du peloton de Lomé est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} septembre 1934.

Le reste sans changement.

COMMISSIONS

Par décisions des :

30 août 1934. — Une commission composée de :

M. M. FRÉAU, chef du secrétariat général ad-hoc *Président*
THÉBAULT, procureur de la République,
CURTAT, commerçant à Lomé,

tous trois membres du conseil d'administration du Territoire, se réunira sur la convocation de son président à l'effet de constater, en ce qui concerne l'exercice 1933, la concordance entre les écritures du trésor et celles des services d'ordonnancement des budgets du Togo.

31 août 1934. — Une commission composée de :

M. M. Le commandant de cercle de Sokodé ou de son délégué, *Président*
Un agent des travaux publics à Sokodé, représentant de l'administration,
Le Révérend Père KENNIS à Bassari, Emmanuel MAHOUNA, infirmier à Bassari, représentant le concessionnaire,

se réunira à Bassari sur la convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le conseil d'administration de la mission catholique du Togo.

ENSEIGNEMENT

Par décision du :

4 septembre 1934. — L'élève du cours complémentaire ANTHONY Joseph est rayé, sur sa demande, des contrôles de cette école pour compter du 1^{er} septembre 1934.

INSPECTEUR DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES AD HOC

Par décision du :

25 août 1934. — M. FRÉAU, administrateur en chef des colonies, commandant le cercle de Lomé, est désigné pour procéder en qualité d'inspecteur des affaires administratives *ad hoc*, au reclassement éventuel du pavillon n° 12 du chemin de fer.

MONNAIES

Par décision du :

28 août 1934. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 14 février 1934, le trésorier-payeur est autorisé à céder à la Compagnie française de l'Afrique occidentale la somme de six cent cinquante livres sterling (650 £) au cours de soixante quinze francs (75 frs.) la livre.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL AD HOC

Par arrêté du :

25 août 1934. — M. FRÉAU Henri, administrateur en chef des colonies, administrateur-maire de Lomé est nommé chef du secrétariat général *ad hoc* pour siéger à la séance du conseil d'administration du 30 août 1934.

SOCIÉTÉ

Par arrêté du :

7 septembre 1934. — Les statuts de la société « Association Sportive Togolaise », révisés en assemblée générale le 30 août 1934, sont tels qu'ils figurent en annexe au présent arrêté.

DOMAINES**Concession domaniale**

Par arrêté du :

30 août 1934. — Le sieur Dominique ABOU, commerçant demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, (cercle de Sokodé), constituant le lot n° 14 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de 12 ares.

Avis de bornages

Le jeudi 11 octobre 1934 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain rural, bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 29 ares 50 centiares, et borné au nord par la rue de Lyautey prolongée et par terrain à Siegfried Bandsa, à l'est par terrain à Gallé Adabunu, au sud par terrain au Pasteur Erhardt Paku, à l'ouest par le boulevard-circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Atsou, Christophe Yawo Mensah, aide-médecin demeurant à Palimé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 16 juillet 1934, n° 928.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière.

PEYROTTE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 66 — Les navigateurs fréquentant le fleuve Sénégal sont informés qu'une nouvelle passe située à 226° et à 1850 m. du mât de signaux du poste de la barre vient de s'ouvrir à travers la langue de Barbarie.

Cette passe, étroite, présente 2m.90 d'eau sur le seuil en vive eau moyenne. Elle est accessible aux navires de tonnage moyen mais ceux-ci ne pourront toutefois s'engager dans cette passe qu'après avis des pilotes du poste de la barre. l'entrée normale continuant à s'effectuer par l'ancienne passe.

Position L a = 15° 52' 45" N

G a = 16° 30' 40" W

Carte affectée : 4892

Dakar, le 20 août 1934.

L'ingénieur général,

Inspecteur général des travaux publics.

LAUNAY.

N° 67 — Messieurs les navigateurs sont informés que la bouée sphéro-conique n° 3 de la passe sud de la Casamance dérive depuis le 16 août.

Dernière position relevée :

L a = 12° 30' 52" N

G a = 16° 49' 34" W

Dakar, le 27 août 1934.

L'ingénieur général,

Inspecteur général des travaux publics.

LAUNAY.

N° 68 — Le gouverneur de la Guinée Portugaise fait connaître qu'une bouée noire à feu vert est mouillée sur le bas du Gancho.

L a = 11° 43' 2" N

G a = 15° 43' 6" W

Hauteur au-dessus de la flottaison : 2 mètres

Portée lumineuse : 5 milles marins.

ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'Août 1934

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
186-Padnsay New-York-Opobo	Américain	3. 8. 34	3. 8. 34	2.977	34	168.338	—
187-Tasmanic Liverpool-Opobo	Suédois	4. 8. 34	4. 8. 34	2.530	33	92.505	—
188-Jonathan Holt Douala-Liverpool	Anglais	—do—	—do—	1.794	39	5.171	283.837
189-John Holt Rotterdam-Warri	—do—	6. 8. 34	6. 8. 34	1.794	39	66.168	0.158
190-Tombouctou Pte. Noire-Marseille	Français	7. 8. 34	7. 8. 34	3.262	44	—	212.480
191-Asie Pte. Noire-Bordeaux	—do—	—do—	—do—	4.214	158	0.042	11.327
192-Hoggar Marseille-Douala	—do—	8. 8. 34	8. 8. 34	3.109	73	52.582	—
193-Chelma Marseille-Pte. Noire	—do—	9. 8. 34	9. 8. 34	3.106	42	171.908	—
194-Casamance Havre-Pte. Noire	—do—	14. 8. 34	14. 8. 34	3.493	40	32.786	4.435
195-Henry Stanley Anvers-Douala	Anglais	—do—	—do—	2.188	39	14.981	—
196-Eastlea Burutu-Hambourg	—do—	15. 8. 34	15. 8. 34	2.582	34	—	208.514
197-Amérique Bordeaux-Pte. Noire	Français	—do—	—do—	4.867	145	2.391	1.022
198-Daru Liverpool-Kribi	Anglais	17. 8. 34	17. 8. 34	2.105	39	51.138	8.448
199-Ft. Medine Pte. Noire-Rotterdam	Français	18. 8. 34	18. 8. 34	3.141	44	—	241.823
200-Hoggar Douala-Marseille	—do—	—do—	—do—	3.109	73	6.186	364.796
201-Banfora Marseille-Douala	—do—	23. 8. 34	23. 8. 34	3.863	139	31.077	—
202-Lafian Liverpool-Opobo	Anglais	28. 8. 34	28. 8. 34	2.270	36	106.737	—
203-Amérique Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	4.867	145	0.092	134.415
204-E Impark Calcuta-Burutu	Anglais	30. 8. 34	30. 8. 34	3.120	37	70.744	—

PORT D'ANÉCHO

7-Eastlea Burutu-Hambourg	Anglais	13. 8. 34	14. 8. 34	2.582	34	—	187.085
-------------------------------------	---------	-----------	-----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 31 Août 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

BARBARROUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

SERVICE DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Avis d'Adjudication

*pour la fourniture de divers lots de matières et objets nécessaires au Service du
Chemin de fer et du Wharf pour l'Exercice 1935.*

CAHIER DES CHARGES

ART. I. — LIVRAISON. — La livraison de ces matières et objets devra avoir lieu aux dates ci-après :

Lot N° 1 — Bois divers : 15 avril 1935

Lot N° 2 — Peintures et vernis : 15 mai 1935

Lot N° 3 — Matières grasses, textiles et filamenteuses : 1^{er} juin 1935

Lot N° 4 — Cuirs, Peaux et Caoutchoucs : 1^{er} juin 1935

Lot N° 5 — Métaux : 15 mars 1935

Lot N° 6 — Quincaillerie : 1^{er} avril 1935

Lot N° 7 — Outillage : 1^{er} avril 1935

Lot N° 8 — Divers : 1^{er} juin 1935

Lot N° 9 — Matériel téléphonique : 15 mars 1935

Lot N° 10 — Rechanges pour matériel roulant : 1^{er} mai 1935

Lot N° 11 — Rechanges pour locomotives Nasmyth & Wilson : 1^{er} mai 1935

Lot N° 12 — Rechanges pour locomotives 15 Tonnés H. S. P. : 1^{er} mai 1935

Lot N° 13 — Rechanges pour pompes et moteurs : 1^{er} mai 1935

ART. II. — SOUMISSIONS. — 1°) Les soumissions devront parvenir à la Direction du Chemin de fer et du Wharf au plus tard le 16 novembre 1934 la séance d'Adjudication étant ouverte à 8 heures précises.

2°) La Commission d'adjudication est composée de :

M. M. Le Chef des services du Chemin de fer et du Wharf. *Président*
 Le Chef du Bureau de la Comptabilité-Finances }
 Le Chef du Bureau de la Comptabilité-Matières } *Membres*

3°) Les soumissions seront présentées sous la forme suivante :

a) Chaque soumission dûment timbrée et placée sous enveloppe fermée et cachetée devra être faite par lot complet et porter l'indication de la raison sociale du soumissionnaire ainsi que sa signature.

b) Chaque enveloppe ne devra contenir que les propositions sur un seul lot et porter la mention suivante : *ADJUDICATION DU POUR LA FOURNITURE DE*
 (indiquer en toutes lettres le titre du lot et son numéro).

c) Les prix proposés s'entendent marchandises rendues aux magasins d'approvisionnement du Service du Chemin de fer et du Wharf à Lomé.

d) Les documents et échantillons imposés dans les conditions et spécifications techniques afférents aux divers lots devront obligatoirement être annexés aux soumissions.

e) Les prix détaillés rigoureusement exacts de chaque lot exprimés par article, tant en quantité qu'en valeur suivant les unités de base du système métrique, devront être adressés par l'adjudicataire à la Direction du Chemin de fer, au plus tard le 16 décembre 1934.

4°) Sera déclaré adjudicataire le soumissionnaire ayant présenté le prix le plus bas pour l'ensemble d'un lot.

MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné agent général de
 agissant au nom et pour le compte
 de dûment commissionné à cet effet, faisant
 éléction de domicile à après avoir pris connaissance
 du cahier des charges relatif à la fourniture du lot N° faisait l'objet de l'adjudication du
 me soumetts et m'engage envers le Chef de Service des Chemins de fer et du Wharf, stipulant au nom et pour le compte du Commissaire de la République au Togo, à fournir et à livrer au Service du Chemin de fer et du Wharf à Lomé le lot précité aux prix suivants :

sans réserves ni restrictions.

ART. III. — CAUTIONNEMENT. — Dans les dix jours qui suivront la notification de l'approbation du marché par le Commissaire de la République, l'adjudicataire sera tenu de déposer un cautionnement définitif correspondant aux 5% du montant total de la fourniture adjugée arrondi à la centaine supérieure. Il devra en outre remettre à la Direction du Chemin de Fer le récépissé constatant le versement du dit cautionnement qui sera réalisé dans les conditions fixées par l'article 10 du décret du 18 Novembre 1882.

ART. IV. — RÉCEPTION. — La réception des fournitures en quantité et en qualité aura lieu aux magasins des approvisionnements généraux du Chemin de fer par la Commission Ordinaire des recettes instituée par arrêté N° 416 du 24 Juillet 1930.

ART. V. — RECETTE TECHNIQUE. — La Commission Ordinaire des Recettes instituée par arrêté N° 416 du 24 Juillet 1930 du Commissaire de la République au Togo chargée également de la recette technique s'assurera que la fourniture remplit exactement les conditions prévues au présent contrat.

Elle pourra procéder en outre à telles épreuves et expertises qu'elle jugera nécessaires sans que le fournisseur puisse élever aucune réclamation.

Elle déterminera le délai à accorder pour le remplacement des objets rebutés ou pour les réparations nécessaires. Elle fera toutes propositions dans ce sens au Chef du Service du Chemin de fer et du Wharf en vue de la Décision à proposer au Commissaire de la République.

ART. VI. — PÉNALITÉS. — a) Les dispositions de l'art. 60 des conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu des marchés passés avec l'Administration dans le Territoire du Togo, du 12 Décembre 1927, modifiées par arrêté N° 194 du 10 Avril 1930 du Commissaire de la République concernant les pénalités pour retard dans les livraisons sont applicables aux présentes fournitures.

b) La clause pénale précitée sera appliquée dans tous les cas avec la dispense formelle de mise en demeure du contractant à l'Administration.

ART. VII. — PAIEMENT. — Le paiement de la dépense aura lieu à Lomé dans les délais impartis par les conditions générales du Togo du 12 Décembre 1927, sur présentation de l'original de la facture, de l'original du marché dûment timbré et enregistré à la diligence et aux frais du fournisseur et des procès-verbaux de la Commission Ordinaire et de la Commission technique de recette.

Le Territoire se libérera de la somme due en exécution du présent contrat en faisant donner, conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 Juin 1927, crédit à l'une des banques que le fournisseur est tenu d'indiquer dans sa soumission, à charge par la banque considérée d'en imputer le montant au compte du dit fournisseur.

ART. VIII. — CONDITIONS GÉNÉRALES. — L'Adjudicataire sera soumis aux conditions générales pour fournitures de toute espèce à exécuter en vertu des marchés passés avec l'Administration dans le Territoire du Togo du 12 Décembre 1927 en ce qui n'est pas contraire aux stipulations qui précèdent.

ART. IX. — PUBLICITÉ. — Le présent avis sera inséré au Journal Officiel du Territoire. Un extrait ainsi que les dessins, croquis et échantillons afférents à certains lots seront remis à tout soumissionnaire qui en fera la demande à la Direction du Chemin de fer et du Wharf.

ART. X. — Nomenclature détaillée des lots et conditions et spécifications techniques afférents chacun d'eux :

LOT N° 1

Bois divers

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Planches en pitchpin 5m. \times 0,25 \times 0,025	Nombre	100
2	Planches en orme de 6m. \times 0,25 \times 0,025	—	100
3	Madriers frêne de 4m.60 \times 0,25 \times 0,08	—	30

Conditions et spécifications techniques

Les bois devront être secs pour ne pas être exposés à se voiler ni à s'altérer, non cassants, de droit fil (fibres bien parallèles et sans rebours) sains et sans défaut, c'est-à-dire de provenance d'arbres exempts de lésions dues soit aux variations atmosphériques ou aux

accidents : Nœuds vicieux, gale pierreuse, veines grasses, froture, gélivure, double aubier ou gélivure entrelardée, chancre de gelée, roulure, gerçure, fente d'insolation, lunure, cadranure etc. etc. soit aux organismes vivants au détriment des éléments du bois (parasites animaux : Pucerons, Kermès, Scolytes, Vrilllette, Limexylon, Termites, Tarets, etc. et parasites végétaux : Bactéries et Champignons ou Mycètes).

La cassure d'une section de faible équarrissage débitée dans le sens des fibres rompues par flexion devra présenter une série d'aspérités formant des aiguilles enchevêtrées.

Les copeaux détachés devront être d'une largeur et s'enrouler sur eux-mêmes sans se briser.

LOT N° 2

Peintures et vernis

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Peinture à l'huile préparée, en bidon de 25 ou 10 kg. net, gris-moyen	Kilog.	2.000
2	Peinture à l'huile préparée, en bidon de 25 ou 10 kg. net, noire	—	300
3	Peinture à l'huile préparée, en bidon de 25 ou 10 kg. net, blanche	—	600
4	Peinture à l'huile préparée, en bidon de 25 ou 10 kg. net, brun Vandick	—	200
5	Peinture Antirouille <i>Vigor</i> , rouge brun bidon de 10 kg. net	—	750
6	Minium de plomb broyé à l'huile, boîte de 10 kg. net	—	300
7	Huile de lin cuite, boîte de 10 kg.	—	600
8	Essence de térébenthine, bidon de 10 kg. environ	—	350
9	Coaltar en fût fer de 200 kg. environ	—	10.000
10	Blanc de zinc broyé à l'huile, boîte de 10 kg. net	—	200
11	Carbonyl.	—	200

Conditions et spécifications techniques

Le coaltar sera du goudron de gaz pratiquement bien décanté.

Il devra être d'un noir brillant et uniforme de consistance sirupeuse bien prononcée.

La pesanteur spécifique sera 1,15 à 1,25.

Son odeur sera franche, employé à chaud il devra s'étendre et couler moins que le goudron végétal et plus que le brai sec, sécher et durcir plus promptement que le premier et plus lentement que le second.

Le goudron devra être bien débarrassé de son eau ammoniacale.

A l'épreuve d'incinération le goudron ne laissera que des traces de cendres inférieures à un millième.

AUTRES MATIÈRES. — Devront être conformes à leurs spécifications et de la meilleure qualité commerciale et ne présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect et à leur emploi. Un échantillon des peintures dont la marque n'est pas expressément désignée sera fourni en même temps que la soumission.

LOT N° 3

Matières grasses, textiles et filamenteuses

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Huile soluble	Kilog.	100
2	Suif.	—	100
3	Mastic au minium	—	5
4	Déchet de coton.	—	3.000
5	Potasse caustique	—	100
6	Savon mou en boîte de 5 kilogrammes net.	—	50
7	Cordonnet amiante de 4 ^{m/m}	—	6
8	Cordonnet amiante de 6 ^{m/m}	—	6
9	Tresse amiante graphitée de 8 ^{m/m}	—	20
10	Tresse amiante graphitée de 12 ^{m/m}	—	10
11	Tresse amiante graphitée de 18 ^{m/m}	—	35
12	Toile émeri sur tissus croisé 1 ^{re} qualité largeur 42 à 50 ^{cm} N° 1	Mètre	10
13	Courroie balata de 65 ^{m/m} 3 plis	—	50
14	Courroie balata de 70 ^{m/m} 4 plis	—	40
15	Courroie balata de 80 ^{m/m} 4 plis	—	50
16	Courroie balata de 90 ^{m/m} 4 plis	—	20
17	Courroie balata de 50 ^{m/m} 3 plis	—	50
18	Laine en écheveaux pour tampons graisseurs	Kilog.	10
19	Huile fine d'horlogerie, bidon de 1 litre	—	10
20	Graisse d'arme	—	2
21	Garniture de laine pour tampons graisseurs 155 × 120 × 25	Nombre	35
22	Garniture de laine pour tampons graisseurs 155 × 130 × 25	—	40
23	Garniture de laine pour tampons graisseurs 100 × 90 × 25	—	50
24	Garniture de laine pour tampons graisseurs 115 × 90 × 25	—	400
25	Garniture de laine pour tampons graisseurs 130 × 100 × 25	—	500
26	Garniture de laine pour tampons graisseurs 120 × 70 × 25	—	100
27	Garniture de laine pour tampons graisseurs 160 × 110 × 25	—	100

Conditions et spécifications techniques

Les articles à fournir seront de la meilleure qualité, répondant à la spécification demandée et seront exempts de tout défaut pouvant nuire à leur solidité, emploi ou aspect.

Les fascicules 14 et 16 du recueil des conditions particulières de marchés de la Marine Nationale seront applicables aux produits d'amiante.

Les conditions de fabrication et de réception des courroies seront celles imposées pour les courroies balata par le Service du Contrôle et de la surveillance en usines de la Marine (Services de Constructions Navales).

La Laine en écheveaux pour tampons graisseurs devra obligatoirement provenir des Etablissements Vve. GUSTAVE DEPRECQ à Raismes (Nord).

*

* *

LOT N° 4

Guir, Peaux et Caoutchoucs.

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Coupon cuir gras	Nombre	3
2	Caoutchouc blanc pour joint, épaisseur 6 ^m /m	M ²	1
3	Tuyaux caoutchouc, spirale noyée 4 plis, diamètre intérieur 40 ^m /m	Mètre	10
4	Rondelles caoutchouc pour tubes à niveau d'eau hauteur 15 ^m /m, diamètre intérieur 13 ^m /m, diamètre extérieur 30 ^m /m	Nombre	50
5	Rondelles caoutchouc pour tubes à niveau d'eau hauteur 15 ^m /m, diamètre intérieur 16 ^m /m, diamètre extérieur 28 ^m /m	—	50
6	Rondelles caoutchouc pour tubes à niveau d'eau hauteur 15 ^m /m, diamètre intérieur 12 ^m /m, diamètre extérieur 20 ^m /m	—	50
7	Manches en caoutchouc de 30 ^m /m de diamètre extérieur	Mètre	40
8	Caoutchouc en feuille pour joint 1,00 × 1,00 × 0,001	M ²	2
9	Caoutchouc en feuille pour joint 1,00 × 1,00 × 0,002	—	2
10	Caoutchouc en feuille pour joint 1,00 × 1,00 × 0,003	—	2

Conditions et spécifications techniques

Tous ces articles seront conformes à la spécification et de la meilleure qualité commerciale. Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect, à leur emploi et à leur solidité.

*
* *
*

LOT N° 5

Métaux

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 16 ^m /m	Barre	10
2	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 20 ^m /m	—	6
3	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 22 ^m /m	—	15
4	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 35 ^m /m	—	13
5	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 40 ^m /m	—	10
6	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 45 ^m /m	—	10
7	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 50 ^m /m	—	7
8	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 55 ^m /m	—	5
9	Barres acier rond longueur 5 mètres acier B. diamètre 60 ^m /m	—	5
10	Barres acier rond longueur 5m.50 acier D. diamètre 40 ^m /m	—	10
11	Tôles acier doux épaisseur 15/10, longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	Nombre	5
12	Tôles acier doux épaisseur 15/10, longueur 2 mètres, largeur 1m.20	—	2
13	Tôles acier doux épaisseur 10/10, longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	4
14	Tôles acier doux épaisseur 20/10, longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	5

N ^o D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
15	Tôles acier doux épaisseur 30/10, longueur 2 mètres, largeur 1m.60	—	2
16	Tôles acier doux épaisseur 30/10, longueur 2m.50, largeur 1m.50	—	4
17	Tôles acier doux épaisseur 40/10, longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	5
18	Tôles acier doux épaisseur 5 ^{m/m} , longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	6
19	Tôles acier doux épaisseur 8 ^{m/m} , longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	7
20	Tôles acier doux épaisseur 10 ^{m/m} , longueur 2 mètres, largeur 1m.50	—	5
21	Tôles acier doux épaisseur 12 ^{m/m} , longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	4
22	Tôles acier doux épaisseur 14 ^{m/m} , longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	3
23	Tôles acier doux épaisseur 6 ^{m/m} , longueur 3m.70, largeur 1m.40	—	4
24	Tôles acier doux épaisseur 6 ^{m/m} , longueur 5m.10, largeur 1m.20	—	4
25	Fer plat de 50 × 8 longueur 4 mètres	Barre	5
26	Fer plat de 60 × 14 longueur 6 mètres	—	35
27	Fer plat de 60 × 18 longueur 4 mètres	—	10
28	Fer plat de 50 × 25 longueur 4 mètres	—	5
29	Fer plat de 50 × 15 longueur 5 mètres	—	6
30	Fer plat de 200 × 12 longueur 2m.50	—	2
31	Fer plat de 80 × 20 longueur 5 mètres	—	2
32	Fer U. 200 × 75 × 8,5 longueur 8m.50	—	8
33	Fer U. 220 × 80 × 9 longueur 6m.20	—	12
34	Fer U. 200 × 75 × 8,5 longueur 7 mètres	—	12
35	Fer U. 180 × 70 × 8 longueur 4m.70	—	2
36	Fer U. 180 × 70 × 8 longueur 6m.40	—	20
37	Fer U. 300 × 75 × 10 longueur exacte 2m.40	—	14
38	Fer U. 120 × 55 × 7 longueur 3m.50	—	10
39	Fer U. 120 × 55 × 7 longueur 6m.40	—	10
40	Fer U. 120 × 55 × 7 longueur 7 mètres	—	12
41	Fer U. 100 × 50 × 6 longueur 5 mètres	—	10
42	Fer U. 80 × 45 × 6 longueur 5 mètres	—	25
43	Fer cornière 120 × 120 × 12 longueur 5 mètres	—	1
44	Fer cornière 50 × 30 × 12 longueur 3m.50	—	10
45	Fer cornière 55 × 55 × 12 longueur 6 mètres	—	6
46	Fer cornière 70 × 70 × 12 longueur 6 mètres	—	2
47	Fil d'acier doux recuit diamètre 0 ^m /m5 en bottillon de 500 grammes	Bottillon	5
48	Fonte Hémafite en gueuses	Kilog.	3.500
49	Antifricction composition A. E. I.	—	400
50	Phosphure de cuivre	—	20
51	Rivet acier B. tête ronde 10 × 30	Nombre	1.500
52	Rivet acier B. tête ronde 12 × 32	—	300
53	Rivet acier B. tête ronde 12 × 35	—	500
54	Rivet acier B. tête ronde 12 × 40	—	500
55	Rivet acier B. tête ronde 12 × 46	—	800
56	Rivet acier B. tête ronde 12 × 50	—	500
57	Rivet acier B. tête ronde 14 × 50	—	1.500
58	Rivet acier B. tête ronde 16 × 45	—	1.200
59	Rivet acier B. tête ronde 16 × 50	—	2.000
60	Rivet acier B. tête ronde 16 × 55	—	1.000
61	Rivet acier B. tête ronde 16 × 60	—	2.500
62	Rivet acier B. tête ronde 16 × 70	—	400
63	Rivet acier B. tête ronde 16 × 85	—	500
64	Rivet acier B. tête ronde 18 × 50	—	100
65	Acier rainé à ressort de 75 ^{m/m} × 12 ^{m/m} en barre de 5 mètres	—	3
66	Feuille tôle galvanisée épaisseur 3 ^{m/m} , longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	3
67	Feuille tôle galvanisée épaisseur 4 ^{m/m} , longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	3

Conditions et spécifications techniques

La fourniture de ces articles deva répondre aux conditions des cahiers des charges et spécifications techniques unifiés des Grands Réseaux de Chemins de fer français.

*

* *

LOT N° 6

Quincaillerie

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Boulons bruts, tête ronde, collet court carré, écrou carré, serrant sur bois, diamètre 10 longueur sous tête 82	Nombre	50
2	Boulons bruts, tête ronde, collet court carré, écrou carré, serrant sur bois, diamètre 12 longueur sous tête 49	—	400
3	Boulons bruts, tête ronde, collet court carré, écrou carré, serrant sur bois, diamètre 12 longueur sous tête 100	—	100
4	Boulons bruts, tête ronde, collet court carré, écrou carré, serrant sur bois, diamètre 12 longueur sous tête 150	—	100
5	Boulons bruts, tête ronde, collet court carré, écrou carré, serrant sur bois, diamètre 12 longueur sous tête 200	—	100
6	Boulons bruts, tête fraisée, avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 12 longueur 49	—	100
7	Boulons bruts, tête fraisée, avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 12 longueur 59	—	150
8	Boulons bruts, tête fraisée, avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 12 longueur 70	—	100
9	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 6 longueur sous tête 14	—	100
10	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 8 longueur sous tête 19	—	100
11	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 8 longueur sous tête 32	—	150
12	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 10 longueur sous tête 19	—	600
13	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 10 longueur sous tête 32	—	300
14	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 10 longueur sous tête 50	—	100
15	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 32	—	400
16	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 40	—	400
17	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 49	—	200
18	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 157	—	100
19	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 14 longueur sous tête 32	—	200

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
20	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 14 longueur sous tête 49	Nombre	400
21	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 32	—	1.000
22	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 40	—	1.250
23	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 49	—	2.000
24	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 59	—	100
25	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 65	—	50
26	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 70	—	500
27	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 75	—	50
28	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur sous tête 82	—	200
29	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 20 longueur sous tête 55	—	100
30	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 20 longueur sous tête 70	—	500
31	Boulons bruts, tête et écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 24 longueur sous tête 110	—	300
32	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 10 longueur 19	—	100
33	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 10 longueur 60	—	300
34	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur 49	—	200
35	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur 59	—	200
36	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur 70	—	300
37	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur 82	—	200
38	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 14 longueur 32	—	100
39	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur 32	—	200
40	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur 49	—	200
41	Boulons bruts, tête fraisée avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 16 longueur 55	—	100
42	Boulons bruts, tête ronde avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 10 longueur sous tête 50	—	400
43	Boulons bruts, tête ronde avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 59	—	300
44	Boulons bruts, tête ronde avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 70	—	1.000
45	Boulons bruts, tête ronde avec ergot, écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 82	—	200

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPECE DES UNITÉS	QUANTITÉS
46	Boulons à ancre avec écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 50	Nombre	2.000
47	Boulons à ancre avec écrous 6 pans — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 60	—	2.000
48	Vis à métaux en acier tête fraisée — pas S. I. diamètre 12 longueur sous tête 19	—	100
49	Vis à métaux en acier tête fraisée — pas S. I. diamètre 10 longueur sous tête 40	—	100
50	Vis à métaux en acier tête 6 pans — S. I. diamètre 6 longueur sous tête 14	—	600
51	Vis à métaux en acier tête 6 pans — S. I. diamètre 7 longueur sous tête 14	—	100
52	Vis à métaux en acier tête 6 pans — S. I. diamètre 8 longueur sous tête 14	—	800
53	Vis à métaux en acier tête 6 pans — S. I. diamètre 8 longueur sous tête 25	—	200
54	Vis à métaux en acier tête ronde — pas S. I. diamètre 6 longueur sous tête 14	—	100
55	Vis à métaux en acier tête ronde — pas S. I. diamètre 8 longueur sous tête 14	—	100
56	Vis à métaux en laiton, tête fraisée — pas S. I. 8×20	—	100
57	Vis à métaux en laiton, tête fraisée — pas S. I. 10×25	—	200
58	Vis à métaux en laiton, tête fraisée — pas S. I. 11×25	—	100
59	Vis à métaux en laiton, tête fraisée — pas S. I. 12×25	—	150
60	Écrous forgés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 10	—	200
61	Écrous forgés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 12	—	200
62	Écrous forgés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 14	—	200
63	Écrous forgés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 16	—	200
64	Écrous forgés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 18	—	200
65	Écrous forgés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 20	—	200
66	Écrous forgés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 22	—	200
67	Écrous tournés 6 pans — pas S. I. diamètre fileté 10 ^{m/m}	—	100
68	Goupilles fendues 2×25	—	100
69	Goupilles fendues 3×35	—	500
70	Goupilles fendues 4×45	—	1.000
71	Goupilles fendues 5×55	—	2.000
72	Goupilles fendues 6×70	—	1.500
73	Goupilles fendues 7×80	—	400
74	Goupilles fendues 8×95	—	200
75	Goupilles coniques cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur 6×60	—	100
76	Goupilles coniques cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur 7×70	—	200
77	Goupilles coniques cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur 8×80	—	200
78	Goupilles coniques cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur 9×90	—	100
79	Goupilles coniques cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur 10×100	—	100
80	Goupilles coniques cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur 11×110	—	100
81	Vis à bois tête fraisée en acier 3×15	—	200
82	Vis à bois tête fraisée en acier 4×20	—	500
83	Vis à bois tête fraisée en acier 5×25	—	500
84	Vis à bois tête fraisée en acier 6×30	—	500
85	Vis à bois tête fraisée en acier 6×40	—	300
86	Vis à bois tête fraisée en acier 6×50	—	200
87	Vis à bois tête fraisée en acier 7×60	—	200
88	Vis à bois tête fraisée en acier 8×50	—	200
89	Vis à bois tête fraisée en acier 4×25	—	200
90	Vis à bois tête fraisée en acier 4×30	—	200
91	Vis à bois tête ronde en acier 5×20	—	1.000
92	Vis à bois tête carrée en acier 9×60	—	200

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
93	Vis à bois tête carrée en acier 12×80	Nombre	200
94	Vis en laiton tête plate 3×15	—	200
95	Vis en laiton tête plate 3×25	—	200
96	Vis en laiton tête plate 4×25	—	200
97	Vis en laiton tête plate 5×30	—	200
98	Toile métallique pour confection cage moustiquaire (mailles de 8/10 de millimètre en rouleau de 1 mètre de largeur).	Mètre	600

Conditions et spécifications techniques

Ces articles devront être de la spécification indiquée, exempts de tout défaut nuisible à leur aspect, leur solidité et à leur emploi.

Les clauses et conditions techniques des fascicules N° 25, 103 et 106 du recueil des conditions particulières de la marine française seront applicables respectivement à la fourniture de boulons, goupilles, vis à bois, et tous accessoires en fer et cuivre.

*
* *
*

LOT N° 7

Outillage

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Fraises à 3 tailles, denture fraisée à moyeu en acier rapide trou fileté : 20 — 2,5 diamètre 100 ^{m/m} , épaisseur 16 ^{m/m}	Nombre	1
2	Fraises à 3 tailles, denture fraisée à moyeu en acier rapide trou fileté : 20 — 2,5 diamètre 75 ^{m/m} , épaisseur 12 ^{m/m}	—	1
3	Fraises scies à petite denture affûtée en acier rapide, alésage 25,4 diamètre 80 ^{m/m} , épaisseur 2 ^{m/m} 5	—	1
4	Fraises scies à petite denture affûtée en acier rapide, alésage 25,4 diamètre 80 ^{m/m} épaisseur 3 ^{m/m} 5	—	1
5	Fraises scies à petite denture affûtée en acier rapide, alésage 25,4 diamètre 100 ^{m/m} épaisseur 3 ^{m/m}	—	1
6	Fraises scies à petite denture affûtée en acier rapide, alésage 25,4 diamètre 80 ^{m/m} épaisseur 1 ^{m/m}	—	1
7	Alésoirs fraises pour robinetterie cannelés tout au tour, cône 10% grosse denture rectifiée, diamètre 20 ^{m/m} — 7 ^{m/m} 5 longueur taillée 125 ^{m/m}	—	1
8	Alésoirs fraises pour robinetterie cannelés tout au tour, cône 10% grosse denture rectifiée, diamètre 30 ^{m/m} — 12 ^{m/m} 5 longueur taillée 175 ^{m/m}	—	1
9	Meule en grès diamètre 900 ^{m/m} épaisseur 130 ^{m/m}	—	2
10	Meule en grès diamètre 1 mètre épaisseur 160 ^{m/m}	—	1
11	Meule « Norton » pour affûtage d'outils, diamètre 280 ^{m/m} épaisseur 40 ^{m/m} , alésage 24 ^{m/m}	—	3
12	Meule émeri diamètre 300 ^{m/m} épaisseur 40 ^{m/m}	—	2

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
13	Meule émeri diamètre 300 ^{m/m} épaisseur 30 ^{m/m}	Nombre	2
14	Meule émeri diamètre 300 ^{m/m} épaisseur 20 ^{m/m}	—	2
15	Diamant à main pour rectification des meules 0 carat 50	—	1
16	Diamant de vitrier	—	2
17	Diamant de 1 carat 00 pour rectification des meules serti sur monture suivant croquis 1935/1	—	1
18	Etalons de réchange acier pour essais de dureté des métaux pour trousses « Morin » de 160 à 219	—	12
19	Alésoirs façon Paris, denture droite, dos lisse, rectifié — diamètre 42 ^{m/m}	—	1
20	Alésoirs façon Paris, denture droite, dos lisse, rectifié — diamètre 50 ^{m/m}	—	1
21	Alésoirs façon Paris, denture droite, dos lisse, rectifié — diamètre 51 ^{m/m}	—	1
22	Alésoirs à goupilles cône 2%, diamètre gros bout 6 ^{m/m}	—	12
23	Alésoirs à goupilles cône 2%, diamètre gros bout 7 ^{m/m}	—	12
24	Alésoirs à goupilles cône 2%, diamètre gros bout 8 ^{m/m}	—	8
25	Forêts hélicoïdaux à queue cylindrique en acier fondu, tournant à droite diamètre 3 ^{m/m}	—	12
26	Forêts hélicoïdaux à queue cylindrique en acier fondu, tournant à droite diamètre 3 ^{m/m} 5	—	12
27	Forêts hélicoïdaux à queue cylindrique en acier fondu, tournant à droite diamètre 4 ^{m/m}	—	12
28	Forêts hélicoïdaux à queue cylindrique en acier fondu, tournant à droite diamètre 4 ^{m/m} 5	—	12
29	Forêts hélicoïdaux à queue cylindrique en acier fondu, tournant à droite diamètre 6 ^{m/m}	—	12
30	Forêts hélicoïdaux à queue cylindrique en acier fondu, tournant à droite diamètre 7 ^{m/m}	—	12
31	Jauge d'épaisseur à 15 lamelles rondes allant de 5/100 à 1 ^{m/m}	—	1
32	Appareil pour ramonage à la vapeur des tubes à fumée de locomotives livré avec un tuyau flexible spécial de 3 mètres de long	—	1

Conditions et spécifications techniques

La fourniture devra être conforme à la spécification indiquée et tous les articles visés par les différents catalogues devront être identiques aux marques ou numéros des figures désignées et de dimensions correspondantes.

Les matières premières entrant dans la fabrication des articles seront de toute première qualité, exemptes de tout défaut préjudiciable à leur emploi, à leur solidité ou à leur aspect.

Leur mise en œuvre sera faite avec soin et suivant les meilleures règles de l'art.

Les forêts, fraises, alésoirs mèches à métaux et tarauds seront en acier rapide et devront porter la marque de fabrique de l'un des Etablissements désignés ci-dessous à l'exception de toute autre marque :

1^o) Fabrique Parisienne de Mèches à la Courneuve

2^o) Compagnie Européenne des métaux, 53 rue Condorcet, Paris

3^o) Atelier BARIQUAND et MARRE, 127 rue Oberkampf, Paris (2)

4^o) Etablissements P. HURE, Paris.

Les pièces sujettes à l'oxydation devront être soigneusement protégées de l'action de l'humidité marine.

LOT N° 8

Divers

Nos D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Cordons allumage pour moteur <i>Diesel</i> , diamètre 8 ^{m/m} longueur 170 ^{m/m}	Nombre	300
2	Tubes en verre pour niveau d'eau de chaudière diamètre extérieur 15 ^{m/m} longueur 30 ^{c/m}	—	24
3	Brosses métalliques à main fil d'acier 5 rangs.	—	20
4	Cfeusets en plombagine de 200 kilogrammes pour Cubilot <i>Piat</i> suivant plan N° 1935/7	—	10
5	Creusets en plombagine 80 kilogrammes suivant plan N° 1935/7	—	10
6	Sélenifuge pour chaudière de locomotive.	Kilog.	600
7	Garniture Briques refractaires pour Cubilot Creuset <i>Piat</i> de 200 kilo- grammes suivant plan N° 1935/8	Jeu	4
8	Composteurs-Dateurs à Billets.	Nombre	2
9	Poinçon à encre N° 8 et 32.	—	2
10	Griffe en cuivre au nom de la gare <i>Baquida Plantation</i>	—	1
11	Soies de 41 × 30 pour appareil duplicateur <i>Eyquem</i>	—	10
12	Plombs pour sceller de 14 ^{m/m}	Kilog.	80
13	Gomme arabique.	—	20
14	Fil perlé pour plombs de 14 ^{m/m}	Bobine	20
15	Rouleau encreur en gélotion souple, monture fonte vernis noire manche bois.	Nombre	1
16	Ligne d'amarrage en fil d'acier extra doux à 6 ^{m/m} de section	Kilog.	20
17	Pinceaux à coaltar à manche long	Nombre	40
18	Tôles ondulées galvanisées 1,80 × 0,80 × 10/10	—	50

Conditions et spécifications techniques

Tous ces articles seront conformes à la spécification et de la meilleure qualité commerciale. Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect, à leur emploi et à leur solidité.

*
* *

LOT N° 9

Matériel Téléphonique

Nos D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	NOMENCLATURE P. T. T.		ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
		collective	détaillée		
1	Piles à liquide immobilisé G. M.	285	14	Nombre	25
2	Réglette simple d'abonné	500	505	—	25
3	Réglette de fin avec jack de cabine	500	508	—	3
4	Réglette de fin sans jack de cabine	500	507	—	10
5	Sonnerie de 50 ohms	S. N.	S. N.	—	10
6	Paratonnerre coupe-circuit combinés	283	5	—	15
7	Fil souple à 2 conducteurs sous caoutchouc et coton.			Mètre	100
8	Appareils téléphoniques portatifs, type armée Serbe.			Nombre	4

Conditions et spécifications techniques

Ces articles devront être exactement conformes à leurs spécifications. Ils seront de la meilleure qualité de commerce, exempts de tout défaut nuisible à leur emploi, à leur aspect et à leur solidité et seront exécutés suivant les règles de l'art.

*

* *

LOT N° 10

Rechanges pour matériel roulant

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Support de suspension pour wagons 7 et 10 tonnes suivant plan N° 1935/3	Nombre	150
2	Crochet de sécurité pour wagons 7 et 10 tonnes suivant plan N° 1935/3	—	80
3	Charnières pour porte de wagon tombereau suivant plan N° 1935/2 mâle.	—	150
4	Charnières pour porte de wagon tombereau suivant plan N° 1935/2 femelle	—	150
5	Tampons de choc pour wagon 7 tonnes suivant plan 1935/4	—	12
6	Corps de boîte à huile pour wagon 7 tonnes plan 1935/5	—	30
7	Graisseurs <i>Stauffer</i> N° 7 en acier embouti	—	50

Conditions et spécifications techniques

Ce matériel sera de la meilleure qualité et devra répondre aux spécifications des cahiers des charges unifiés des grands réseaux de chemins de fer français.

Ils seront exécutés conformément aux dessins qui seront remis à tout soumissionnaire qui en fera la demande.

*

* *

LOT N° 11

Rechanges pour locomotives

« NASMITH & WILSON »

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tampons de choc suivant plan N° 1935/9	Nombre	4
2	Eléments surchauffeurs rangée du haut	—	4
3	Eléments surchauffeurs rangée du milieu	—	4
4	Eléments surchauffeurs rangée du bas	—	4

Conditions et spécifications techniques

Ce matériel sera de la meilleure qualité et devra répondre aux spécifications des cahiers des charges unifiés des grands réseaux de chemins de fer français.

Il devra s'adapter sans retouches appréciables aux machines auxquelles il est destiné.

LOT N° 12

Rechanges pour locomotives 15 tonnes H. S. P.

N°s D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
1	Manivelles pour roues motrices	Jeu	2
2	Manivelles pour roues accouplées	—	2
3	Manivelles pour roues milieu	—	2
4	Bandages { diamètre au roulement : 800 ^{m/m} alésage : 674 ^{m/m} Largeur : 140 ^{m/m} largeur du talon : 22 ^{m/m} ,5 }	Nombre	12

Conditions et spécifications techniques

Les bandages devront répondre aux conditions de la spécification technique N° 14 des cahiers des charges unifiés des Chemins de fer français.

Ils devront porter, en plus des marques prévues par la dite spécification la marque S. 15.

Le diamètre brut d'alésage sera inférieur de 10^{m/m} au diamètre fini. Il sera prévu sur les profils des bandages finis une surépaisseur de 1^{m/m},5.

LOT N° 13

Rechanges pour pompes et moteurs de pompes

N°s D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
	<i>Pièces de rechanges pour pompe — (Suivant dessins joints)</i>		
1	Vilbrequin (suivant dessins)	Nombre	4
2	Tête de bielle avec chapeau — (suivant dessins)	—	4
3	Chapeau des paliers d'arbre moteur — (dessins joints)	—	4
4	Tige de Bielle (suivant dessins)	—	2

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESPÈCE DES UNITÉS	QUANTITÉS
	<i>Pièces de rechanges pour moteur « Rival » type B. I. monocylindrique, alésage 80, puissance 3 CV. (Société des moteurs Rival 57 à 65 rue Billat Savarin, Paris (16))</i>		
5	Pistons	Nombre	2
6	Jeux de segments	—	4
7	Bielles	—	2
8	Soupapes	—	2
9	Ressorts de soupape	—	4
10	Gicleurs	—	2
11	Clefs de gicleurs	—	2
12	Leviers de rupteur avec vis correspondant au type de rupteur sur la magnéto	—	2
13	Charbon de magnéto	—	2
14	Joints métalloplastiques	—	2

Lomé, le 27 août 1934.

*Le Chef des Services du Chemin de Fer
et du Wharf.*

MAHOUX.

Approuvé sous réserve de ratification ultérieure
en Conseil d'Administration.

Lomé, le 7 Septembre 1934.

Le Commissaire de la République.

BOURGINE.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Siège social : 38, rue la Bruyère - Paris

Messieurs les Actionnaires de la BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sont convoqués en Assemblées Générales extraordinaire et ordinaire, pour le jeudi 15 NOVEMBRE 1934, dans une des salles de la Société des Ingénieurs Civils, 19, rue Blanche à PARIS, pour délibérer sur les ordres du jour suivants :

Ordre du Jour de L'Assemblée Générale Extraordinaire :

Approbation de la Convention passée avec M. le Ministre des Colonies et des modifications aux Statuts.

Ordre du Jour de L'Assemblée Générale Ordinaire :

1° — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice 1933-1934.

2° — Approbation des comptes de l'exercice 1933-1934.

3° — Elections ou réélections d'Administrateurs.

Les Assemblées se tiendront aux heures suivantes :

Assemblée Générale Extraordinaire à 15 h.

Assemblée Générale Ordinaire à 15 h. 30.

Le Président du Conseil d'Administration,

A. DUCHÊNE.

A Vendre

TORPEDO 5 H. P. CITROËN

S'adresser à

Mr. GUÉRIN — (Sokodé)

XI^e FOIRE DU HAVRE

20 Avril — 5 Mai 1935.

La XI^e Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

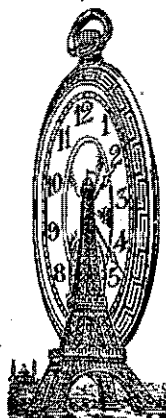
Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre, Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France